

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 02 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°156 ■

LA LOI MONÉTAIRE
ET BANCAIRE PUBLIÉE
AU JO

**Les missions
du gouverneur de la
Banque d'Algérie
fixées**

P 3

DIGITALISATION DU MARCHÉ DES ASSURANCES

L'importance des insurtech soulignée

Des experts et professionnels, activant dans le domaine des Assurances, ont souligné l'importance des insurtech dans la digitalisation du marché des Assurances, en appelant à intégrer ce segment d'entreprises (stratups) dans la nouvelle loi sur les assurances en cours de finalisation.

Pour eux, les startups opérant dans le domaine des assurances, ou l'Insurtech, constituent une «réelle opportunité» pour le secteur, et qui sont à même d'accélérer la digitalisation du marché.

P 3

PLUS DE 13 MILLIONS
D'OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN
CINQ MOIS VIA « BARIDI
MOB»

**Le E-paiement fait
son chemin...**

Les algériens s'intéressent de plus en plus au paiement électronique. Durant les cinq premiers mois de 2023, plus de 13 millions d'opérations e-paiement ont été effectuées via l'application « Baridi Mob». L'annonce a été faite par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bidi Triki, prévoyant l'enregistrement de 32 millions d'opérations d'ici la fin de l'année en cours.

P 2

MALGRÉ LA CROISSANCE DES
ÉNERGIES RENOUVELABLES

**Les énergies fossiles
prédominent dans le
mix mondial**

Le Statistical Review of World Energy constitue un point de référence essentiel pour l'industrie de l'énergie, en ce qui concerne les tendances clés de la consommation et de la production à l'échelle mondiale. La prédominance du pétrole, du gaz naturel et du charbon pour répondre à la demande mondiale d'énergie est restée élevée en 2022, malgré l'augmentation de la capacité installée d'énergies renouvelables. C'est ce que montre le dernier rapport « Statistical Review of World Energy » de BP.

P 4

LUTTE ANTIACRIDIDIENNE

**Un plan de
prévention
en vigueur**

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, samedi dans un communiqué, l'entrée en vigueur, dès juillet en cours, d'un plan préventif et anticipatif de lutte contre le fléau des criquets, prévoyant la mobilisation de tous les moyens matériels et humains nécessaires.

P 3



Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

ALGÉRIE POSTE

Signature de deux accords avec l'ADE et la SATIM

Algérie poste a signé, lundi, à Alger, un accord-cadre avec l'Algérienne des Eaux (ADE) et un autre accord avec la Société d'Automatisation des Transactions Interbancaires et de Monétique (SATIM), dans le cadre du renforcement du partenariat et du développement des services numériques. Les deux accords ont été signés en marge d'une rencontre organisée par Algérie poste sur "la numérisation des services monétaires d'Algérie poste et son rôle dans l'amélioration de l'inclusion financière" au Centre International des Conférences (CIC) Abdellatif-Rahal, sous la supervision du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Karim Bibi Triki et en présence des membres du gouvernement, du conseiller du président de la République chargé des affaires économiques, Yacine Ould Moussa, des directeurs généraux des banques et institutions financières et des responsables d'organismes et entreprises nationales. Le premier accord signé par le DG d'Algérie poste, Louai Zidi, et le DG de l'ADE, Mustapha Reguig, porte sur le lancement d'un service de régularisation des factures d'eau par paiement électronique via l'application "Baridi Mob". Le ministre Karim Bibi Triki, a indiqué à ce propos que cet accord constitue un nouveau jalon dans le processus de modernisation des services financiers et permet aux citoyens de payer leur factures "aisément". De son côté, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a indiqué que son secteur tend à travers cet accord, à profiter "des expériences d'Algérie Poste", qui est, a-t-il dit, "un établissement important et pionnier dans le service public". Le deuxième accord, signé par le directeur général d'Algérie Poste et la directrice générale de la SATIM, Nawel Benkritly, porte sur la fabrication de cartes bancaires pour les banques publiques, par Algérie Poste. A l'occasion de la signature de cet accord, la première carte bancaire réalisée par le centre national de personnalisation des cartes, relevant d'Algérie Poste, a été émise au profit de la banque d'Agriculture et du Développement rural (BADR).

PLUS DE 13 MILLIONS D'OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN CINQ MOIS VIA « BARIDI MOB »

Le E-paiement fait son chemin...

Les algériens s'intéressent de plus en plus au paiement électronique. Durant les cinq premiers mois de 2023, plus de 13 millions d'opérations e-paiement ont été effectuées via l'application « Baridi Mob ». L'annonce a été faite par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bidi Triki, prévoyant l'enregistrement de 32 millions d'opérations d'ici la fin de l'année en cours.

Par Slimane T

S'exprimant lors d'une rencontre organisée par Algérie Poste (AP) sur « la numérisation des services monétaires d'Algérie poste et son rôle dans l'amélioration de l'inclusion financière », à Alger, le ministre a précisé que le nombre d'opérations a enregistré un boom de 65% par rapport à l'année passée. Dans le même contexte, le ministre a prévu « une hausse des montants des transactions via cette application courant 2023, de l'ordre de 370% par rapport à 2022 ». Quant au paiement sur internet, le ministre a indiqué que les opérations réalisées via la Carte Edahabia durant la même période s'élèvent à « 3 millions d'opérations et qui pourraient dépasser les 7 millions à fin 2023 ». Soulignant la pleine adhésion de son secteur à la démarche des pouvoirs publics tendant à améliorer l'inclusion financière, M. Bibi Triki a affirmé qu'Algérie Poste a prouvé que les sociétés algériennes « sont en mesure d'atteindre le leadership technologique ». Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a, de son côté, relevé que les efforts de numérisation du secteur financier en Algérie « ont été couronnés par de nombreux acquis, facilitant notamment les opérations financières quotidiennes, et l'accès des citoyens aux services ». S'agissant des chiffres, le ministre a assuré que le secteur financier de notre pays a connu « un bond qualitatif », en ce sens que

le nombre de comptes bancaires en 2023 a atteint « 20 millions de comptes domiciliés au niveau des banques, dont 12 millions comptes épargne ». Il a également fait état de « plus de 27 millions comptes postaux courant (CCP) et plus de 15 millions cartes interbancaires (CIB) », ce qui a augmenté les opérations de paiement via les terminaux de paiement électroniques (TPE), passées de 65.000 opérations en 2016 à 2,7 millions d'opérations en 2023. Dans ce cadre, M. Faïd a indiqué que les paiements via internet sont passés de 7.300 opérations en 2016 à 7.5 millions d'opérations jusqu'en juin 2022 avec plus de « 340 e-commerçants inscrits au système de paiement électronique interbancaire ». « Ces données reflètent clairement la mutation en cours dans le secteur financier, et l'acceptation croissante par les citoyens pour les transactions numériques », a fait observer le ministre, soulignant « la détermination des pouvoirs publics à redoubler d'efforts pour améliorer la gouvernance du secteur financier ». Pour sa part, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a fait remarquer que la pandémie Covid-19 avait mis en évidence les avantages de l'utilisation du commerce et du paiement électroniques, inscrits désormais au centre de la nouvelle orientation économique mondiale. Il a relevé la nécessité de renforcer le "e-paiement" en Algérie, faisant état d'une instruction portant sensibilisation des commerçants quant à la nécessité d'utiliser les Terminaux

de paiement électronique (TPE). Une instruction a été, dira-t-il, adressée à tous les services extérieurs du ministère du Commerce portant nécessité de sensibiliser les commerçants quant à l'impératif d'utiliser les TPE et d'informer les clients que chaque transaction financière électronique évitera le paiement de (1%) des droits de timbre, calculé sur la valeur totale de la facture. Dans ce contexte, le ministre a rappelé que la loi de Finances complémentaire (LFC) de 2022 avait fixé, le mois de décembre, comme ultimatum pour se conformer aux dispositions de l'article 26, qui prévoit « une obligation de mettre en place et de généraliser les moyens de paiement électronique permettant aux consommateurs de payer leurs achats par cartes ». Afin d'y parvenir, il faudra également prévoir d'autres avantages susceptibles de convaincre aussi bien les commerçants que les consommateurs à recourir aux TPE, a-t-il expliqué. La ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Benmouloud, a estimé, elle, que la généralisation du paiement et du commerce électroniques figure parmi les objectifs les plus « importants » du Plan d'action du gouvernement, affirmant que son département ministériel consacrait, dans le cadre de la Stratégie nationale de numérisation qu'il prépare, une place importante à la généralisation du paiement et de la certification électroniques compte tenu de leur importance dans la réalisation de la E-gouvernance.

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE

Les investisseurs privés appelés à créer des ressources

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a appelé, à Bouira, les investisseurs du secteur privé à créer le "maximum de ressources" en vue de prendre part au développement de l'industrie nationale. Lors d'un point de presse à l'issue d'une visite de travail qu'il a effectuée dans la wilaya de Bouira, M. Aoun a indiqué que pour les investisseurs privés, il faudrait qu'ils "essaient de créer le maximum de ressources" pour pouvoir prendre part au développement industriel de notre pays. Il a souligné dans le même contexte que l'industrie n'est pas l'apanage du secteur public uniquement, indiquant que "85 % de l'industrie est entre les mains des investisseurs privés et c'est une très bonne chose", a-t-il dit. Ainsi, le ministre a tenu à rassurer les in-

vestisseurs que "tout est fait pour qu'ils ne trouvent aucun obstacle", en donnant l'exemple des projets d'investissement qui ont été visités à Bouira et qui en sont "un exemple vivant", ajoute-t-il. M. Aoun a fait savoir que son ministère est décidé "à aller vers un secteur public auquel il sera fixé des objectifs et des contrats de performance", indiquant que ce secteur a également besoin "de quelques réformes, et d'organisation, surtout du point de vue management". Quant à l'aménagement des zones industrielles et des zones d'activité, M. Aoun a déclaré que d'ici à la fin de l'année en cours, il y aura un programme pour le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz et de l'eau, appelant les investisseurs à "contribuer financièrement pour aider les autorités locales afin d'aménager ces zones". Concernant la gestion du foncier indus-

triel, le ministre a souligné à l'occasion que les choses "vont aller très bientôt dans le bon sens", ajoutant également que l'industrie nationale "se porte bien". La visite du ministre a été marquée par l'inauguration de plusieurs usines, notamment une unité de production de matériaux de construction, une unité de production du carton ondulé, une unité de fabrication des lampes led et une unité de fabrication des motos, implantées dans la zone industrielle d'Oued El Berdi, ainsi qu'une unité de fabrication d'ascenseurs dans la commune d'El Esmam. Le ministre a rappelé par ailleurs, que les produits d'anesthésie dentaire sont disponibles au niveau des structures de santé publiques et dans certaines cliniques privées.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

DIGITALISATION DU MARCHÉ DES ASSURANCES

L'importance des insurtech soulignée

Des experts et professionnels, activant dans le domaine des Assurances, ont souligné l'importance des insurtech dans la digitalisation du marché des Assurances, en appelant à intégrer ce segment d'entreprises (startups) dans la nouvelle loi sur les assurances en cours de finalisation.

Pour eux, les startups opérant dans le domaine des assurances, ou l'Insurtech, constituent une «réelle opportunité» pour le secteur, et qui sont à même d'accélérer la digitalisation du marché.

Synthèse S R

De par le monde, les Insurtech proposent des solutions axées notamment sur la conception de nouveaux produits et tarifs, la distribution pour digitaliser les métiers d'agent d'assurance et de courtage, et la gestion d'amont en aval des processus de souscription, de comptabilité et de remboursement des sinistres. Pour Mokhtar Naouri, expert consultant en assurances, le potentiel d'opportunités pour ces startups est «très grand», notamment sur les segments des services d'assurances, soulignant que beaucoup de compagnies d'assurances sont suffisamment outillées pour lancer leurs propres insurtech.

«Ce sont toutes celles qui possèdent des systèmes d'information performants notamment pour permettre les prestations en ligne, comme la souscription, l'enregistrement des sinistres, le traitement des sinistres, l'expertise, la constitution et la consultation par le client de son dossier sinistre et le règlement du sinistre», explique à l'APS l'ex-Pdg de Cash assurances.

Il relève qu'il existe plusieurs startups qui opèrent déjà sur le marché et nombreux autres en projet qui «essaient de nouer des partenariats pour la gestion des bases de données, la gestion des sinistres, la création de plate-

formes digitales... le chantier est très vaste».

Interrogé sur le processus de digitalisation du marché et des services d'assurances, M. Naouri estime qu'il «est relativement lent», soulignant néanmoins qu'il pourra aller plus vite, «lorsque l'on verra sur le marché la première compagnie 100% digitale, par le fait de l'imitation dans un secteur très concurrentiel».

Affirmant que le lancement en 2022 de la plateforme de recours inter-compagnies en assurance automobile (E-Recours) est «une belle révolution» en matière de digitalisation dans le secteur, cet expert souhaite que la nouvelle loi sur les assurances, annoncée pour fin 2023, puisse permettre une certaine liberté d'action des assureurs et des insurtech pour améliorer l'offre et l'expérience client.

Pour un statut juridique spécifique aux insurtech

Pour sa part, le Pdg de la compagnie d'assurances Macir Vie Mohamed Hakim Soufi a insisté pour que le processus de digitalisation du secteur des assurances connaisse «une accélération urgente on se reposant sur des compétences algériennes».

Selon M. Soufi, également spécialiste dans le digital, il y a une véritable prise de conscience de l'importance de la digitalisation par les acteurs du marché: le régulateur (la Commission de supervision des assurances), les compagnies d'assurances et les clients, soulignant que l'accélération de cette digitalisation passe par des étapes.

Il s'agit, a-t-il détaillé, de l'expression des besoins par des experts via des chartes informatiques et un suivi de la politique de digitalisation, la réalisation opérationnelle par la construction de systèmes d'exploitation intégrés (ERP) algériens, et les tests et déploiements de ces ERP au niveau des structures des compagnies d'assurances avant d'être adoptés par les clients.

Dans un marché assurantiel digitalisé, ajoute M. Soufi, les insurtech sont de véritables sociétés d'assurances qui ont recours à la technologie pour apporter une nouvelle façon d'interagir avec les clients, de commercialiser les produits d'assurance et de gérer les processus de souscriptions, d'expertise, de gestion des sinistres et enfin de remboursement des sinistres.

Soulignant que les compagnies d'assurances, de même que les startups du secteur, sont suffisamment outillées pour se lancer dans ce créneau, le PDG de Macir Vie appelle à la mise en place d'un statut juridique spécifique aux insurtech.

Il relève qu'il existe déjà en Algérie plusieurs startups qui «sont l'avenir du secteur des Insurtech en Algérie et qui sont capables de relever ce défi de la digitalisation et porter très haut les couleurs de notre pays en local d'abord, au Maghreb et sur le continent».

ASSURANCES

Un chiffre d'affaires de 47,5 milliards de DA au 1er trimestre

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré, au 1er trimestre 2023, un chiffre d'affaires de 47,5 milliards de DA, contre 45,4 milliards de DA, soit une augmentation de 4,6%, par rapport à la même période de 2022, avec la prédominance de la branche assurance «Automobile», a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture.

S'agissant des sinistres déclarés auprès des sociétés d'assurance, au titre du premier trimestre 2023, ils affichent un montant de 17,3 milliards de DA, en légère baisse de 1,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent, a précisé le CNA, ajoutant que le nombre des sinistres étaient par contre en hausse de 8,4%, totalisant 372.514 dossiers.

Quant aux indemnités, elles cumulent un montant de 16,2 milliards de DA, pour un total de 264.439 dossiers réglés (dont 81 dossiers au titre de l'assurance (Takaful Général), enregistrant une évolution de 25,1% par rapport à la même période de 2022 (12,9 milliards DA). Les sinistres à payer sont en évolution de 2% pour un montant total de 99,7 milliards de DA,

dont 11,2 millions de DA cumulés en assurance Takaful Général.

Le nombre de dossier en stock marque également une progression de 3,1% soit 1.412.093 dossiers contre 1.369.010 à la même période de l'exercice 2022.

Ainsi, au titre du 1er trimestre 2023, le taux de règlement du marché des assurances connaît une croissance de 18,8%, par rapport à la même période de l'exercice précédent, a mentionné le CNA, expliquant que la hausse du nombre de dossiers réglés serait à l'origine de cette augmentation (+ 33,3% en 2023 comparativement à 2022).

La production des assurances de dommages a atteint un montant de 40,7 milliards de DA, contre 38,8 milliards de DA à fin mars 2022, soit une croissance de 4,8%, induite en grande partie par les branches dominantes, à savoir "Automobile et "Incendie et risques divers-IRD" dont les parts respectives étaient de 50% et de 42% du total des primes émises et collectées par les sociétés des assurances de dommages.

L'assurance "Automobile" a enregistré, à fin mars 2023, un chiffre d'affaires de 20,3 milliards de

DA, en légère hausse de 1,2% par rapport à la même période de l'exercice 2022, représentant la moitié des réalisations des sociétés d'assurance. En ce qui concerne la branche "Incendie et risques divers", elle a cumulé un chiffre d'affaires de 17,1 milliards de DA, contre 15,7 milliards de DA au 31 mars 2022, enregistrant une augmentation de 9,1%, générée principalement par les risques de construction en forte croissance de 78,7%.

L'assurance transports a connu, aussi, une hausse de 13,3% de son chiffre d'affaires, atteignant 2,1 milliards de DA, alors que l'assurance "Crédit" avait progressé de 3,7% cumulant un chiffre d'affaires de 780,3 millions de DA, résultant de la progression de la sous-branche "Crédit à l'exportation" et "Crédit immobilier".

En revanche, la branche "Agricole", qui ne représente que 1,1% du marché des assurances dommages, a fléchi de 12,2% durant le 1er trimestre 2023, comparativement à la même période de l'exercice 2022.

S'agissant de l'activité de l'assurance Takaful, elle a totalisé à fin mars 2023 un chiffre d'affaires de 28,6 millions de DA, générés par Takaful Géné-

ral (27,5 millions DA) et Takaful familial (1,1 million DA).

L'assurance Takaful Général est dominée par la branche automobile (90,9%) suivie par les IRD et Transports.

La branche de l'assurance de personnes a, quant à elle, réalisé un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de DA soit une hausse de 12,8% par rapport à la même période en 2022 (4,7 milliards de DA). Cette évolution est engendrée par l'ensemble des branches, plus particulièrement par la "Prévoyance collective" qui représente 52% des réalisations de l'activité et qui connaît une augmentation de près de 9%.

Concernant l'activité de la réassurance, la Compagnie centrale de réassurance (CCR) a cumulé durant les trois premiers mois de l'exercice 2023 avec un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de DA en affaires internationales, marquant un repli de 23%, contre 1,8 milliard de DA atteint à la même période en 2022, a souligné, par ailleurs, la note du CNA.

R.E.

LA LOI MONÉTAIRE ET BANCAIRE PUBLIÉE AU JOURNAL OFFICIEL

Les missions du gouverneur de la Banque d'Algérie fixées

La loi monétaire et bancaire visant à moderniser le système bancaire, renforcer ses missions de réglementation et de contrôle, et lui permettre d'être au diapason des méthodes en vigueur au plan international, a été publiée au Journal officiel n°43. Il s'agit de la loi n° 23-09 du 21 juin 2023, portant loi monétaire et bancaire, signée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La nouvelle loi porte sur plusieurs nouveautés, dont le renforcement de la gouvernance de la Banque d'Algérie (BA), via plusieurs volets, notamment le système de mandat pour l'exercice de la fonction de gouverneur et des vice-gouverneurs de la BA, ainsi que l'élargissement des prérogatives conférées au Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), et également la création d'une commission nationale chargée de mettre sur pied un projet de stratégie nationale de développement des moyens de paiement.

D'autre part, le nouveau texte consacre, à travers plusieurs dispositions, le développement du financement islamique et de la finance verte, ou encore la possibilité d'émettre une monnaie numérique, qui sera développée, émise, gérée et contrôlée par la BA, et dénommée monnaie digitale de banque centrale (dinar algérien digital). Selon ladite loi, la direction de la Banque d'Algérie est assurée par un Gouverneur assisté de trois (3) vice-gouverneurs. Ils sont nommés par décret présidentiel, pour une durée de cinq (5) ans. Le mandat du Gouverneur et des vice-gouverneurs est renouvelable une seule fois. En cas d'incapacité, dûment constatée, ou de faute

lourde il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. En cas d'incapacité, dûment constatée, du Gouverneur de la Banque d'Algérie ou de faute lourde, l'un de ses vice gouverneurs le remplace dans ses fonctions jusqu'à la désignation d'un nouveau Gouverneur. La fonction de Gouverneur et de vice-gouverneurs est incompatible avec tout mandat électif, toute charge gouvernementale ou toute fonction publique. A l'exception de la représentation de l'Etat auprès d'institutions internationales de caractère monétaire, financier ou économique, le Gouverneur et les vice-gouverneurs ne peuvent, durant leur mandat, exercer aucune activité, profession ou fonction. Ils ne peuvent emprunter aucun montant auprès de quelque institution que ce soit, algérienne ou étrangère, et aucun engagement revêtu de la signature de l'un d'eux ne peut être admis dans le portefeuille de la Banque d'Algérie, ni dans celui d'aucune institution opérant en Algérie.

Le Gouverneur assure la direction des affaires de la Banque d'Algérie. Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, appelé ci-après «Gouverneur», prend toutes mesures d'exécution et accomplit tous actes dans le cadre de la loi. Il signe, au nom de la Banque d'Algérie, toutes conventions, les comptes rendus d'exercice, bilans et comptes de résultats. Il représente la Banque d'Algérie auprès des pouvoirs publics en Algérie, des banques centrales étrangères, des organismes financiers internationaux et, d'une façon générale, auprès des tiers. Les actions judiciaires sont intentées et défendues à ses

poursuites et diligence. Il prend toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. Il engage la Banque d'Algérie dans tous les actes civils et auprès des tribunaux.

Il procède à toutes acquisitions et aliénations immobilières, dûment autorisées. Il organise les services de la Banque d'Algérie et en définit les tâches. Il recrute, nomme à leur poste, fait avancer en grade, destitue et révoque les agents de la Banque d'Algérie, dans les conditions prévues par le statut du personnel. Il désigne les représentants de la Banque d'Algérie au sein des conseils d'autres institutions, lorsqu'une telle représentation est prévue.

Lorsque la situation d'une banque ou d'un établissement financier nécessite un soutien financier justifié, le Gouverneur invite les principaux actionnaires de cette banque ou de cet établissement à lui fournir le soutien qui lui est nécessaire, en ressources financières. Le Gouverneur peut, aussi, organiser le concours de l'ensemble des banques et établissements financiers pour prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des déposants et des tiers, au bon fonctionnement du système bancaire ainsi qu'à la préservation du renom de la place. Enfin, le Gouverneur détermine les attributions de chaque vice-gouverneur et précise ses pouvoirs. Il peut donner délégation de signature à des agents de la Banque d'Algérie. Il peut, pour les besoins du service, constituer, parmi les cadres de la Banque d'Algérie, des mandataires spéciaux.

Par Sirine R

MINE DE GARA DJEBILET Tenue d'une réunion multisectorielle de coordination et de suivi

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh et le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, ont présidé, la semaine dernière à Alger, une réunion de coordination et de suivi concernant les projets liés au développement et à la valorisation de la mine Gara Djebilet, selon un communiqué du ministère de l'Energie.

Tenue au siège du ministère de l'Energie, la réunion a porté sur les projets liés au développement et à la valorisation de la mine de fer Gara Djebilet en matière d'infrastructures ainsi que les besoins des complexes de transformation et de traitement aux wilayas de Béchar et d'Oran tels que la voie ferrée, le raccordement en eau, gaz et électricité.

La réunion s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, du PDG de la Société nationale de recherches et d'exploitation minières (Sonarem), du PDG de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF), en sus des représentants des ministères de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, des Transports, de l'Hydraulique, des Travaux publics, de l'Energie et des cadres de l'agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a précisé le communiqué.

La réunion a constitué une opportunité de débattre des différents volets et propositions technico-logistiques formulées par les différents secteurs à l'effet de couvrir les besoins des projets d'investissement programmés dans le cadre du développement et de la valorisation de la mine de fer Gara Djebilet, notamment le transport de la matière première de Tindouf vers Béchar.

Le raccordement des complexes de transformation et de traitement à Béchar en gaz, eau et électricité était également au menu de la réunion, outre le transport des produits finis et semi-finis vers le Nord du pays.

Les ministres réunis ont insisté unanimement sur "l'importance de ces projets ainsi que le rôle pivot de ces secteurs dans la réalisation".

Ils ont appelé, par la même, à la conjugaison des efforts de par la coordination en permanence pour l'examen de toutes les propositions et les voies et moyens susceptibles de couvrir les besoins à court, moyen et long termes.

R.E.

MALGRÉ LA CROISSANCE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les énergies fossiles prédominent dans le mix mondial

Le Statistical Review of World Energy constitue un point de référence essentiel pour l'industrie de l'énergie, en ce qui concerne les tendances clés de la consommation et de la production à l'échelle mondiale.

Par R E

La prédominance du pétrole, du gaz naturel et du charbon pour répondre à la demande mondiale d'énergie est restée élevée en 2022, malgré l'augmentation de la capacité installée d'énergies renouvelables. C'est ce que montre le dernier rapport « Statistical Review of World Energy » de BP.

Ainsi, le pétrole, le gaz et le charbon ont maintenu leur place prépondérante dans la consommation mondiale d'énergie, représentant une part de 82 %. Le charbon a conservé sa position dominante dans la production d'électricité, constituant environ 35,4 % du bouquet énergétique mondial. La demande mondiale d'énergie primaire a connu une croissance modeste d'environ

1 %, soit un ralentissement important, comparé à la hausse de 5,5 % enregistrée l'année précédente. Le solaire s'est imposé comme le fer-de-lance de la croissance des énergies renouvelables, avec l'ajout d'une capacité combinée de 266 GW. Dans le classement, il est suivi par l'énergie éolienne.

Les énergies éolienne et solaire ont atteint une part record de 12 % dans la production d'électricité, dépassant l'énergie nucléaire, qui a connu une baisse de 4,4 %. En outre, les sources renouvelables ont répondu à 84 % de la croissance nette de la demande d'électricité.

Juliet Davenport, présidente d'Energy Institute qui a participé à la rédaction du document, s'est inquiétée de l'augmentation persistante des émissions de gaz à effet de

serre liée à l'énergie dans le monde. « Malgré la croissance significative de l'énergie éolienne et solaire dans le secteur de l'électricité, nous continuons à aller dans la direction opposée de ce qui est requis par l'Accord de Paris », a-t-elle déclaré, soulignant l'urgence d'un changement drastique des modes de consommation d'énergie. Les auteurs du rapport ont rappelé que pour avoir une chance d'atteindre l'objectif international énoncé dans l'accord de Paris, à savoir limiter le réchauffement climatique à moins de 2 °C par rapport aux niveaux pré-industriels, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites d'environ 43 %, d'ici à 2030, par rapport au niveau de 2019.

DGD

Publication du 1er numéro de la revue "El Djamarik"

La Direction générale des douanes (DGD) a publié, début juin, le numéro 1 de la revue "El Djamarik" qui a traité plusieurs thèmes portant sur les principales réalisations de ses services, durant le premier trimestre de l'année en cours, a indiqué, lundi, un communiqué de la DGD.

Selon le communiqué, ces thèmes sont liés aux réalisations accomplies par les douanes, dans le cadre de l'accomplissement des missions assignées à ce corps, dans le cadre des orientations et des instructions des Pouvoirs publics, et "en consécration de sa contribution active et de son rôle pivot au service de l'économie nationale et du citoyen, conformément aux axes et aux objectifs contenus dans le plan stratégique des douanes algériennes 2022-2024".

A ce titre, le numéro 1 a porté sur les principales activités et réalisations accomplies par les douanes algériennes au double plan national et international durant le premier trimestre de l'année 2023, avec la présentation d'un aperçu global des réalisations de ses services durant l'année dernière à différents niveaux, lit-on dans le communiqué, soulignant son attachement à "la réalisation effective des orientations stratégiques du pays, tracés en matière de protection de l'économie nationale et la contribution à la protection de la Patrie et du citoyen, en appui au programme de relance économique de Monsieur le président de la République, visant à asseoir une base économique solide en vue de promouvoir le secteur de l'investissement et d'encourager les exportations hors hydrocarbures".

Selon la même source, le dossier de la revue s'est intéressé à la numérisation du corps des douanes algériennes, partant de "l'intérêt capital qu'accorde Monsieur le président de la République à la numérisation des organes de l'Etat dans le cadre de la concrétisation de la stratégie de la transformation numérique qui vise, avait-il dit, à "améliorer la communication et à généraliser l'usage des Technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment dans les administrations publiques et à améliorer la gouvernance du secteur économique".

La publication, ajoute le communiqué, met en lumière les efforts consentis sur le terrain par les brigades opérationnelles des douanes dans le domaine de la lutte contre la contrebande, notamment les opérations qualitatives visant à combattre le trafic de drogues et de comprimés psychotropes, en sus des opérations menées en matière de lutte contre

la spéculation et la contrebande des produits subventionnés de large consommation.

Enfin, la DGD a indiqué que cette revue constitue une tribune médiatique qui aborde tous les aspects économiques, fiscaux, de contentieux, de services et de proximité liés aux douanes, soulignant que ce corps s'emploie, à travers cette tribune, à "renforcer son ouverture médiatique sur les différents acteurs de cette institution et à enrichir les études et les recherches scientifiques et académiques pour leur permettre d'accéder à des informations douanières précises et actualisées grâce à la contribution des cadres de l'institution qui ont consenti davantage d'efforts pour donner naissance à cette nouvelle publication".

R.E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 75 dollars

Les cours du pétrole montaient encore un peu vendredi pour finir la semaine en légère hausse, malgré un fort recul en début de semaine, les

baisses des réserves commerciales prenant le pas sur les inquiétudes pour l'économie mondiale. Vers 10H20 GMT (12H20 HEC), le baril De Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 0,35% à 75,40 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate pour livraison le même mois, s'enchérissait de 0,23% à 70,02 dollars. En hausse depuis mercredi et des chiffres montrant un fort recul des réserves commerciales de brut aux Etats-Unis, avant la saison estivale synonyme de déplacements et donc de forte consommation, les cours résistaient malgré la contraction de l'activité manufacturière en Chine.

"Il semblerait que le marché a envie de croire que le pire est derrière lui", et que l'économie mondiale va mieux résister que prévu, estime Tamas Varga, analyste chez PVM, qui note que le PIB américain pour le premier trimestre a été revu à la hausse jeudi.

Les inquiétudes sur la demande pèsent sur les cours du pétrole : "malgré les gains des dernières séances, le Brent est parti pour un quatrième trimestre consécutif de baisse, ce qui serait un record", souligne Han Tan, analyste chez Exinity. Et selon lui, "les prix de référence du pétrole vont être sous pression cet été car les banquiers centraux vont continuer de remonter leurs taux" pour endiguer l'inflation. "Tant que les fondamentaux du marché ne montrent pas un réel déficit de l'offre au deuxième semestre 2023, il ne faudra pas miser sur une hausse des prix durable", conclut-il. De nombreux analystes estiment que, même si la demande risque de faiblir, l'offre devrait être encore plus amoindrie, notamment en raison des limitations volontaires de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+).

R.E.

JOURNÉE DU PARLEMENTARISME

L'intérêt accordé par l'Algérie au changement climatique souligné

Le bureau du Conseil de la nation a indiqué, vendredi, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale du parlementarisme, coïncidant avec l'anniversaire de la création de l'Union interparlementaire (UIP), qu'il partageait avec les Parlements du monde leur inquiétude face à la détérioration de l'environnement à l'échelle mondiale, réaffirmant "l'intérêt majeur accordé par l'Algérie à la question du changement climatique".

Le bureau du Conseil de la nation, présidé par Salah Goudjil, a précisé dans un communiqué qu'il "partage avec les Parlements du monde leur inquiétude face à la détérioration de l'environnement à l'échelle mondiale, ainsi que leur prise de conscience quant à leur rôle dans l'élaboration de plans, de stratégies et de politiques nationales liées à la question du changement climatique, à travers les mécanismes législatifs et de contrôle en place", réaffirmant "l'intérêt majeur accordé par l'Algérie à la question du changement climatique, qui se manifeste dans la consécration de la protection de l'environnement dans la révision constitutionnelle du 1er novembre 2020, à l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Il a également souligné sa contribution à la consécration d'une "gestion saine de l'environnement dans un système national global et intégré", mis en place par l'Algérie à l'effet de contribuer à "la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de ses répercussions sur notre pays et la région", et ce, sous l'égide d'une commission regroupant 18 secteurs ministériels, chargée d'actualiser la contribution fixée au Plan national climat (PNC) et de définir son état et ses perspectives d'avenir.

PRODUITS DE CONSOMMATION

Lancement de l'analyse des structures des prix

Les pouvoirs publics sont confrontés à un problème significatif, en l'occurrence la régulation et l'application des prix des produits de consommation en hausse sur les marchés mondiaux.

Par Réda Hadi

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a révélé, le lancement de l'analyse des structures de prix de certains produits de consommation et leur comparaison avec les prix sur les bourses mondiales, et ce, dans le cadre des efforts visant à contrôler les prix et les factures d'importation.

A ce sujet, et lors de sa tournée pour s'enquérir de la disponibilité de certains produits, il lui a été posé le problème de la répercussion des prix en hausse sur les bourses mondiales, et leurs application sur le marché national.

En effet, en dehors de toute structure de contrôle, les commerçants appli-

quent automatiquement une hausse, sans éventuellement répercuter une baisse si cela advient. Une anarchie que le ministre concerné veut combattre en lançant cette analyse. Une analyse fort compréhensible quant on veut réguler un marché disent des spécialistes. Reste qu'une telle analyse doit être suivie d'effet si elle veut être efficace.

Or dans notre système d'exploitation, la régulation des prix en fonction des cours mondiaux, est tributaire d'un circuit efficace de distribution et surtout de contrôle.

Or disent ces mêmes spécialistes, le processus de contrôle des prix doit être efficace en amont et en aval. De plus, pour comparer, il faut des prix justes et contrôlés surtout. Pour cela, il faut une taxation au plus près, dans un circuit

contrôlé de bout en bout, et non en proie à des spéculateurs.

Et c'est là qu'interviennent les structures de contrôles, qui ont accès à l'historique du produit, de son achat, à son stockage et enfin à sa vente. Et ce n'est qu'à ce titre que comparaison sera raison, et en cas de fraude des sanctions seront prises. Ces analystes préconisent le renforcement des structures de contrôle, à commencer par un effectif bien formé au dessus de tout soupçon, pour éviter compromission. Car pour eux, au-delà de la compréhension de la valeur client, de la détermination du prix optimal et du modèle de prix le mieux adapté, le processus de prix dans son ensemble et l'organisation mise en place pour gérer les prix jouent un rôle important pour ancrer les pratiques et optimiser du-

rablement l'extraction de valeur.

En somme, un processus de prix est un système de règles et de méthodes pour la détermination et l'introduction de prix qui comporte les aspects suivants : Informations, modèles, règles de décision...

Aussi, le ministre du commerce, après avoir écouté des jeunes se plaindre de la hausse des prix de certains produits, tels que le café, a déclaré : "nous continuerons à mobiliser les équipes de surveillance économique pour enquêter sur les prix et les produits sur les marchés et renforcer les moyens de communication avec les acteurs dans le domaine du commerce et les consommateurs, afin de déterminer les responsabilités depuis le point de sortie du produit jusqu'à son arrivée au consommateur".

AÏD EL-ADHA

Le dispositif de permanence pleinement respecté le 3^e jour

Quelque 52.397 commerçants ont respecté le dispositif de permanence le troisième jour de l'Aïd El-Adha, a indiqué vendredi un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

"Dans le cadre du programme tracé pour assurer la permanence durant les jours de l'Aïd El-Adha, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a constaté, jeudi, que 52.397 commerçants ont exercé leurs activités commerciales sur l'ensemble du territoire national le troisième jour de l'Aïd El-Adha", a précisé le communiqué. En revanche, "12 commerçants n'ont pas honoré leur engagement, et ce, dans six (6) wilayas, à savoir Batna (3), El Oued (2), Mostaganem (3), Tlemcen (1), Skikda (1) et El Tarf (2)", selon la même source.

Le ministère a, dans ce sens, adressé "ses remerciements à l'ensemble des commerçants et des opérateurs économiques, ainsi qu'à tous les employés du secteur qui ont veillé sur les opérations de contrôle du programme de permanence durant le troisième jour de l'Aïd", saluant leurs "efforts continus".

Le premier jour de l'Aïd, quelque 52.259 commerçants ont assuré la permanence, tandis que 66 autres à l'échelle nationale n'ont pas honoré leur engagement, a rappelé le communiqué.

Le ministère a également fait savoir que 52.295 commerçants avaient respecté le dispositif de permanence le deuxième jour de l'Aïd El-Adha, ajoutant que 30 autres n'avaient pas honoré leur engagement.

A noter que le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a mobilisé 52.325 commerçants dans le cadre du dispositif de permanence pour approvisionner les citoyens en produits alimentaires de large consommation durant l'Aïd El-Adha.

R.E.

EXPORTATION HORS HYDROCARBURES

Hausse quantitative et grande diversification depuis 2020

Les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie qui ont totalisé près de 7 milliards de dollars en 2022, en progression de 30% par rapport à 2021, après un bond annuel de plus de 120% en 2021 par rapport à 2020, ont été marquées ces trois dernières années par une grande diversification, en plus d'une évolution très notable en valeur et en volume, notamment pour les matériaux de construction, la branche métallurgie-sidérurgie et l'agroalimentaire.

Ce sont ainsi les matériaux de construction qui ont marqué des hausses historiques ces trois dernières années surtout pour le rond à béton, passant de 31,8 millions de dollars seulement en 2020, à 352 millions de dollars en 2021 (+1007%) avant d'atteindre 577,45 millions de dollars l'année écoulée (+64%), selon les données obtenues par l'APS auprès de l'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX). Il s'agit, dans ce même chapitre, du ciment dont les exportations ont réalisé une percée totalisant en 2022 424 millions de dollars (+97,2%) sur un an, après s'être établies à 215 millions de dollars en 2021 et 83,51 millions de dollars l'année d'avant.

En outre, la céramique a également enregistré l'année dernière un bond de 863% passant de 1,65 million de dollar en 2021 à 15,91 millions de dollars en 2022.

Dans la catégorie des produits chimie, parachimie et dérivés

d'hydrocarbures, les exportations d'engrais se sont élevées à 1,8 milliard de dollars en 2022, en hausse de 30,59% par rapport à 2021 durant laquelle elles se sont chiffrées à 1,4 md dollars, contre environ 800 millions de dollars en 2020.

Les solvants naphta, hélium et le benzène ont connu en 2022 les plus importantes hausses avec des exportations de respectivement 773,8 millions de dollars (42,7%), 78 millions de dollars (16,28%) et 51,78 millions de dollars (115%), détaille le bilan d'Algex.

S'agissant de la branche métallurgie et sidérurgie, dont les expéditions ont totalisé l'année dernière un montant total de 423,4 millions de dollars, elle a vu certains de ses produits enregistrer des progressions significatives. C'est le cas notamment des tubes, tuyaux et profilés en fer ou en acier dont le montant, qui était moins d'un million de dollar en 2021, a connu un bond de 4527% à 14 millions de dollars en 2022.

Même constat relevé pour les barres et profilés en cuivre qui ont cru de 477% entre 2021 et 2022 et dont les exportations en valeur sont passées de moins d'un million de dollar à 5,7 millions de dollars.

Pour la catégorie "autres secteurs industriels", qui inclut notamment le papier, le textile, les appareils électriques, bois et liège, et équipements et appareils mécaniques, les plus im-

portantes hausses ont été enregistrées en 2020 et 2021 avec surtout des exportations de 53,81 millions de dollars d'équipements et appareils mécaniques en 2020 avant de bondir à 102,46 millions.

En 2022, les exportations de produits agro-alimentaires ont enregistré des hausses significatives, dont notamment les biscuits additionnés d'édulcorants avec 9,6 millions de dollars (+60,9%), les jus et mélanges de jus avec 1,8 million de dollar (+39,457) et chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao avec des exportations de 1,6 million de dollars (+17,642).

Sur la même période, les caroubes et graines de caroubes ont augmenté de 109% pour des expéditions d'une valeur de 38,12 millions de dollars en 2021, tandis que pour les dattes les exportations sont passées de 73 millions de dollars en 2020 à 78,9 millions de dollars en 2021 (+8%).

Globalement, et concernant les produits industriels exportés, ils ont terminé l'année 2022 avec une hausse de 41% avec des exportations de 6,2 milliards de dollars, contre 4,4 mds de dollars en 2021, en hausse de 146% comparativement à 2020 durant laquelle l'Algérie a exporté 1,8 md de dollars de ces produits, selon le même bilan.

R.E.

LUTTE ANTIACRIDIEENNE

Un plan de prévention en vigueur dès juillet en cours

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, samedi dans un communiqué, l'entrée en vigueur, dès juillet en cours, d'un plan préventif et anticipatif de lutte contre le fléau des criquets, prévoyant la mobilisation de tous les moyens matériels et humains nécessaires.

Ce plan opérationnel consiste en la mobilisation de tous les moyens matériels et humains à compter de juillet courant à travers le recours aux moyens d'intervention de tous les pays de la région ouest de l'Afrique, et aux techniciens spécialisés des unités de lutte contre les criquets des pays concernés, afin de renforcer le système de surveillance actuellement en place pour suivre les mouvements des criquets dans les pays du Sahel, notamment en Mauritanie, précise le communiqué.

Cette mesure de prévention et de lutte contre le phénomène des criquets qui pourrait s'accroître lors de la période de reproduction estivale dans les pays du Sahel, a été approuvée lors de la réunion, tenue en juin dernier à Oran, par la Commission de lutte antiacridienne en zone occidentale (CLCPRO), présidée actuellement par l'Algérie et qui s'était déroulée en présence des dix pays membres, selon le ministère.

L'Algérie s'attèlera, dans l'objectif de mettre en œuvre les décisions de cette Commission, à soutenir le plan d'action en dépêchant des explorateurs expérimentés en juillet pour effectuer des opérations de surveillance et de traitement dans les zones de reproduction estivale en Mauritanie.

Par ailleurs, suite à l'invasion, par les frontières Sud-Ouest du pays, de petits essaims de criquets le 19 mai dernier, les services du ministère représentés par l'Institut national de la protection des végétaux (INPV) ont mobilisé tous les moyens humains et matériels pour faire face à ce fléau, selon la même source.

Dans ce cadre, le ministère a fait état du traitement de plus de 2.500 hectares à Tindouf, Béchar et Adrar, relevant la mobilisation de camions arroseurs, mais aussi des moyens aériens mobilisés par les services du ministère de la Défense nationale (MDN). L'opération a permis le traitement total de tous les groupes de criquets traqués par les équipes compétentes.

Au niveau régional, un mouvement inhabituel des criquets a été observé dans les zones de reproduction estivale, notamment au nord de la Mauritanie, observe le ministère, expliquant qu'il s'agit d'un comportement naturel observé chez les criquets lors de leur déplacement des zones de reproduction printanière vers celles de reproduction estivale, conclut le communiqué.

R.E.

CONSTRUCTION NAVALE À
TLEMCCEN**Des projets
ambitieux à même
de dynamiser le
secteur**

Le secteur de la pêche et des produits halieutiques dans la wilaya de Tlemcen mise sur la construction navale pour impulser une nouvelle dynamique aux activités économiques dans la région et satisfaire les besoins de opérateurs du secteur au plan national, indiquent les responsables de la direction concernée.

Le directeur local chargé du secteur, Sahnoun Bouguebrine, a indiqué dans ce contexte à l'APS que la construction de deux navires de grande taille (37 mètres de long et 9 mètres de large) est en cours au port de Honaine, par l'entreprise spécialisée "Technonaval".

Ces deux navires, les plus grands au niveau national, sont réalisés par des techniciens algériens, avec un taux d'avancement estimé à 90%, a-t-il indiqué. Quatre thoniers sont également en chantier par la même société à l'intérieur du port de Sidna Youchâa, dans la commune de Dar Yaghmoracene.

Trois entreprises privées ont été accompagnées et disposent chacune d'assiettes foncières d'une superficie de 5.000 m² à l'intérieur de ce port pour la construction, la réparation et la maintenance des bateaux, a souligné Sahnoun Bouguebrine.

Par ailleurs, il est prévu qu'une entreprise privée, "Rabâa", entame dans les mois à venir, la construction de deux autres thoniers de 25 mètres et de 40 mètres de long, au port de Sidna Youchâa.

Afin de doter en main-d'œuvre spécialisés les chantiers de construction navale du port "Sidna Youchâa", la Direction de wilaya de la pêche et de l'aquaculture a organisé des sessions de formation sur l'application de la résine sur les bateaux au profit des jeunes chômeurs dans les communes de Ghazaouet et Dar Yaghmoracene

Ces sessions sont organisées en coordination avec l'Ecole supérieure des sciences appliquées de l'Université de Tlemcen et ce, dans le cadre d'une convention conclue pour former les jeunes des régions avoisinantes du port dans ce domaine afin de les intégrer dans le monde du travail.

BATNA

L'unité de l'Algérienne des cuirs et dérivés récupère plus de 30.000 peaux de moutons

L'unité de l'Algérienne des cuirs et dérivés (ACED), située dans la zone industrielle de Batna, a réceptionné, jusqu'à jeudi après-midi, plus de 30.000 peaux de moutons sacrifiés durant l'Aïd El Adha, a indiqué le directeur de cette entreprise, Yahia Ghersa.

Ce responsable a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que la quantité collectée jusqu'à présent auprès de certaines communes de la wilaya, comme Tilatou, Batna, Tigharghar et Larbaâ, ainsi que des wilayas voisines telles que Constantine, Khenchela, Tebessa, Setif, Skikda et Bordj Bou Arreridj, est proche, du nombre recueilli durant la même période de l'année dernière (31.000). Le même responsable a indiqué que l'opération se poursuivait encore dans l'après-midi de jeudi.

Il est attendu, cette année, que la quantité de peaux réceptionnées soit "très importante" à la fin de l'opération de collecte, a encore indiqué M. Ghersa, rappelant que l'année dernière, 2.100 pièces avaient été destinées à des unités de transformation.

La wilaya de Batna est l'une des wilayas "pilotes" en matière de récupération de peaux de moutons, au même titre que les wilayas d'Alger, de Djelfa, d'Oran, d'Ain Temouchent et de Jijel qui disposent toutes de tanneries, a également affirmé la même source.

Le directeur de l'unité de l'ACED a ajouté que tous les moyens humains et matériels ont été mis en place pour le succès de l'opération pour laquelle 5 camions d'une capacité de chargement allant de 2,5 tonnes à 7 tonnes ont été mobilisés pour l'acheminement des peaux directement vers l'unité afin d'éviter leur dégradation, de préserver l'environnement et d'éviter la propagation d'odeurs désagréables.

Le directeur de cette unité relevant du groupe GETEX (Société holding des textiles et cuirs) a souligné que la wilaya de Batna

compte 3 autres unités dans lesquels sont collectées les peaux, à savoir l'unité de production de chaussures de N'gaous et les tanneries de Barika et d'Ain Djasser.

Il a ajouté que le tri des pièces exploitables est effectué sur place dans l'unité par des techniciens spécialisés, avant que les peaux ne soient transférées directement dans la chaîne de production aussitôt après leur réception en provenance des communes de Batna ou des wilayas voisines.

Ce processus se déroule jusqu'à présent, selon M. Ghersa, dans de bonnes conditions grâce à l'engagement de tous les travailleurs de l'unité dans l'effort de valorisation de cette richesse, en respectant certaines conditions: veiller à l'intégrité de la peau après dépouillage, éviter de la laver à l'eau, en plus du sage de la surface intérieure de la toison.

AÏD EL ADHA

Respect de la permanence par la quasi-totalité des commerçants dans 7 wilayas de l'est du pays

Les commerçants actifs dans les sept (7) wilayas relevant de la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations pour la région Est, ont assuré, dans leur immense majorité, la permanence jeudi au second jour de l'Aïd El-Adha, a appris l'APS auprès de cette direction.

La même source a précisé que trois (3) commerçants seulement, parmi ceux réquisitionnés, n'ont pas ouvert leurs magasins dans les

wilayas de Batna, Constantine, Biskra, Khenchela, Tebessa, Oum El Bouaghi et Ouled Djellal.

La direction régionale a enregistré, mercredi, selon ses responsables, une "large adhésion" des commerçants et des opérateurs économiques, exerçant dans différentes activités, permettant aux citoyens d'accéder sans difficultés aux produits de large consommation.

Le programme global pour le maintien des activités commerciales durant cette

fête religieuse a concerné un total de 6.296 commerçants, a-t-on ajouté, rappelant que 272 agents de contrôle ont été désignés par les directions de wilayas du commerce pour vérifier si la permanence a été respectée. Les magasins de nombreux quartiers de la ville de Batna ont repris, dès mercredi soir, leurs activités normales, notamment les boulangeries, les magasins d'alimentation générale, les étals de fruits et légumes, ainsi que les kiosques multiservices.

Cette adhésion des commerçants et des opérateurs économiques a été très bien accueillie par les populations des 7 wilayas relevant de la direction régionale du commerce pour la région Est, a-t-on encore indiqué, notant que les citoyens avaient également à leur disposition un numéro vert par le biais duquel ils pouvaient faire part de leurs doléances et signaler, éventuellement, les lacunes enregistrées durant les jours de l'Aïd, en matière de permanences.

STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE CORSO (BOUMERDÈS)**Mise en service prochainement**

La station de dessalement d'eau de mer en cours de réalisation à Corso (nord de Boumerdès), sera mise en service prochainement, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. Répondant aux questions des élus locaux lors des travaux de la session ordinaire de l'APW, clôturée lundi, le wali de Boumerdes Yahia Yahiatene, a précisé que « l'Etat a arrêté une stratégie pour remédier au problème d'approvisionnement en eau potable, qui prévoit la réalisation de plusieurs stations de dessalement à travers le pays, dont la station de Corso qui sera mise en service prochainement ». Le wali a précisé que les travaux de cette station ont atteint « un taux d'avancement satisfaisant », relevant que « sa capacité de production sera de 80 mille M3/jour ». «

Une fois mise en service, elle renforcera, a-t-il dit, les capacités d'approvisionnement en eau au profit des communes de l'ouest et du nord de la wilaya, ainsi que les communes de l'Est d'Alger ». Le même responsable a fait savoir que « toutes les facilitations sont prévues pour finaliser la réalisation de cette station, d'une superficie totale de 6 hectares, dans les délais fixés ». Ce projet dont les travaux ont débuté en 2022 s'inscrit dans le cadre du programme de développement d'urgence du président de la république, qui prévoit la réalisation de quatre stations similaires dans les wilayas d'Oran, Bejaïa, El Tarf et Alger. Par ailleurs, l'intervenant a souligné que la wilaya avait bénéficié également d'un autre projet pour la réalisation d'une autre

station plus grande, qui s'étendra sur une superficie totale de 16 hectares à Cap Djinet (Est). La capacité de production de cette station, dont la réalisation a été lancée dernièrement, est de l'ordre de 300 mille m³/jour d'eau dessalée, destinée à renforcer les capacités d'approvisionnement en eau potable pour les habitants de Boumerdès et d'Alger, selon ses explications. À noter que les travaux de la session ordinaire de l'APW ont été marqués par l'examen et l'étude, sur deux jours, d'un nombre de dossiers de développement, à l'instar du dossier de l'environnement de la wilaya, le secteur de l'hydraulique et les eaux potables, ainsi que la régularisation du dossier de l'immobilier qui relève des biens de l'Etat.

Taiwan, à l'ombre des empires

Partie 2

Point de tension international majeur, la question taïwanaise agite régulièrement le monde politico-médiatique français, peu avare de simplifications. Le statut international de l'île fait l'objet d'un contentieux historique avec la République populaire de Chine (RPC), héritage de la guerre civile ayant opposé communistes et nationalistes (1927-1949).

Mutations de l'armée populaire de libération La crainte d'un encerclement militaire américain est ancrée dans la pensée stratégique chinoise depuis plusieurs décennies. L'un des plans majeurs de recherche et développement visant à rattraper le retard technologique de l'armée chinoise, nommé plan 863, remonte à 1986. Les différents plans de modernisation de l'APL ont mis l'accent à la fois sur les capacités conventionnelles, les capacités nucléaires et, plus récemment, l'intelligence artificielle. L'installation en Corée du Sud du THAAD (bouclier antimissile américain), à la fin des années 2010, a été vécue comme un défi supplémentaire par Pékin, qui a considérablement développé ses propres capacités balistiques en retour.

Les capacités de la marine chinoise, essentielles dans l'optique d'un conflit autour de Taïwan, ont également atteint des sommets ces dernières années, dépassant probablement celles de la marine américaine, tout en suivant une trajectoire de croissance considérable à l'horizon 2030. Si des doutes persistent quant à leur usage opérationnel, ces avancées permettraient théoriquement à la Chine de réaliser un blocus maritime sur Taïwan, et d'empêcher une intervention américaine selon une stratégie A2/AD (dénier d'accès et interdiction de zone). La visite de Nancy Pelosi à Taïwan en août 2022 a été l'opportunité pour l'APL de réaliser une démonstration de force d'une ampleur inédite, tant sur le plan aérien, naval que balistique.

Sur le plan macro-économique, les dépenses militaires de la Chine ont connu une progression marquée. Elles frôlaient les 300 milliards de dollars en 2021 – un chiffre qui demeure cependant plus de deux fois inférieur à celui des États-Unis.

Au-delà des capacités matérielles, Xi Jinping a également fait évoluer la Commission Militaire Centrale (CMC), en s'entourant de figures qui lui sont proches. L'un des deux vice-présidents de la CMC depuis 2018, Zhang Youxia, est un ami d'enfance de Xi. Âgé de 72 ans, son mandat a été prolongé fin 2022. Le second vice-président et n°3 de la CMC, He Weidong, a été nommé par Xi en 2019 à la tête de la zone orientale de commandement, qui fait directement face à Taïwan.

Le numéro 4 de la CMC, le ministre de la Défense nationale Li Shangfu, est quant à lui issu d'un groupe de pouvoir important, dit la « clique aérospatiale » en raison du lien de proximité qu'entretiennent ses membres avec ce secteur. Li a travaillé puis dirigé le centre de lancement de satellite Xichang durant 31 ans, période durant laquelle il aurait supervisé des tests de missiles antisatellites en 2007. La promotion de ces deux personnages et la multiplication au sein de la CMC de vétérans du conflit de 1979 avec le Vietnam démontre la volonté de Xi de rendre l'APL plus opérationnelle.

Une invasion inéluctable ?

De nombreux observateurs s'accordent pour dire que la Chine sera en capacité d'envahir Taïwan à l'horizon 2027. D'après les renseignements américains, Xi Jinping aurait demandé aux autorités militaires de se préparer à la prise de l'île pour cette date, qui coïncide par ailleurs avec le centenaire de la fondation de l'APL et la fin du troisième mandat du président chinois. L'amiral américain Philip Davidson, commandant de la flotte du Pacifique, avait fait part de cette éventualité dès 2021. Les résultats d'une étude réalisée auprès d'une soixantaine d'experts de la question sont également sans appel : 63% d'entre eux considèrent une invasion possible dans les 10 années à venir.

Toutefois, malgré ces discours alarmistes fortement médiatisés, rien n'indique qu'une invasion se prépare de manière inéluctable. Une telle opération nécessiterait de considérables efforts de préparation militaire, que Pékin ne pourrait que difficilement garder secrets. De plus, la Chine n'amorce que tout juste sa réouverture, après plusieurs années de strict confinement, et les autorités devraient avant tout se concentrer sur la reprise économique.

Il paraîtrait en outre plus qu'incertain que Pékin amorce un conflit alors que Xi Jinping s'attelle à s'imposer comme un juge de paix sur la scène internationale ; c'est en effet sous l'égide de la Chine que l'Iran et l'Arabie saoudite ont scellé leur réconciliation en avril 2023, deux mois après que Pékin ait présenté un plan de paix pour résoudre le conflit en Ukraine.

Surtout, il semblerait peu probable que la Chine s'engage dans une bataille qu'elle ne serait pas certaine de remporter. Malgré le renforcement croissant de l'APL, sa capacité à envahir Taïwan d'ici 2027 est encore sujette à discussions. L'armée chinoise n'est pas rompue au combat et n'a mené aucune guerre depuis l'invasion du Vietnam en 1979.

En face, Taïwan se prépare depuis longtemps à l'éventualité d'un conflit : l'île est fortifiée et l'armée taïwanaise, dotée d'équipements militaires occidentaux, poursuit sa modernisation. Le pays multiplie les programmes d'achats d'armements auprès de ses partenaires et la présidente Tsai Ing-wen a annoncé fin 2022 une série de réformes de l'armée. Taïwan peut surtout compter sur le soutien des États-Unis, l'adoption du « Taiwan Policy Act of 2022 » ayant permis un renforcement de l'aide militaire américaine. Début mai 2023, l'administration Biden aurait en outre préparé un programme d'armement de 500 millions de dollars à Taipei...

L'échec russe en Ukraine pourrait également tempérer les ambitions de la Chine, qui tire les leçons des erreurs commises par Moscou lors des premiers jours de son offensive. La comparaison est toutefois hasardeuse : dans le cas de Taïwan, le rapport de force apparaît plus favorable à la Chine qu'il ne l'était pour l'armée russe en Ukraine. Xi Jinping et la CMC continuent d'affiner leur stratégie militaire et d'étudier les scénarios qui permettraient à l'APL de prendre le contrôle de l'île en un temps record tout en neutralisant ses capacités de résistance, et ce avant que les États-Unis ne puissent contre-attaquer.

Dans cette équation, l'inconnue réside en effet dans la réaction américaine. Suivant leur position officielle dite « d'ambiguïté stratégique », les autorités américaines se sont toujours abstenues de se prononcer clairement sur le sujet. Néanmoins, plusieurs évolutions laissent à penser que les États-Unis interviendraient militairement auprès de Taïwan, qui dispose désormais du statut d'« allié majeur hors OTAN » : outre le renforcement de l'aide militaire à l'île, Joe Biden a laissé entendre à plusieurs reprises que l'armée américaine défendrait Taïwan, suscitant l'ire de Pékin.

Une récente étude du très sérieux Center for Strategic & International Studies montre que la Chine ne pourrait probablement pas réussir à mener à bien son invasion si les États-Unis venaient à intervenir dans le conflit. Conscient du risque d'immixtion de Washington, Pékin se veut donc pragmatique.

L'élection présidentielle de 2024, prélude à la réunification pacifique ?

Si, aux yeux du PCC, la réunification avec Taïwan apparaît inéluctable, l'option militaire n'en est pas la seule sur la table. Bien que le PCC se réserve le droit d'user de la force pour reprendre

l'île, Pékin prône en priorité la réunification pacifique. Celle-ci s'inscrit dans la continuité du principe d'« un pays, deux systèmes » et pourrait suivre une intégration politique et économique accrue.

Pékin n'hésite pas à faire miroiter les avantages économiques mutuels qu'entraînerait la réunification. En effet, malgré les dissensions politiques entre Pékin et Taipei, les deux rives ont toujours entretenu de solides relations économiques. En 2021, les deux pays ont réalisé près de 230 milliards de dollars d'échanges commerciaux, tandis que 42% des exportations taïwanaises étaient destinées à la Chine et Hong Kong (contre 15% pour les États-Unis). Dans le même temps, la plupart des grands groupes taïwanais (y compris TSMC et Foxconn) sont implantés sur le sol chinois, qui aurait accueilli plus de 130 milliards de dollars d'investissements taïwanais depuis 1991. Ces échanges s'étaient accrus sous la présidence de Ma Ying-jeou (KMT), entre 2008 et 2016. Durant cette période, un certain statu quo est observé, alimenté par un flou diplomatique. Les liens économiques et humains entre les deux rives s'amplifient, de nombreux accords commerciaux sont signés et l'ouverture des liaisons aériennes directes permet à des millions de touristes chinois de se rendre sur l'île. Après la défaite du KMT à la présidentielle de 2016 et l'arrivée au pouvoir de Tsai Ing-wen (PDP), les relations entre Taipei et Pékin se sont néanmoins taries et les tensions se sont amplifiées.

Contrairement au PDP, le KMT est traditionnellement considéré comme étant plus conciliant envers Pékin. Le parti est en effet favorable au rapprochement avec la Chine, soutenant le consensus de 1992 tout en s'opposant à l'indépendance formelle de Taïwan. A l'approche des élections présidentielles de 2024, et alors que les tensions géopolitiques ont atteint leur paroxysme sous la présidence de Tsai Ing-wen, la Chine mise donc sur une victoire du KMT pour amorcer un travail de réunification pacifique. Le scrutin verra s'affronter le candidat du KMT et maire de Taipei, Hou Yu-ih, au candidat du PDP et maire de Taipei sortant, William Lai. La question de la Chine est au cœur des débats.

Le KMT aborde cette campagne revigoré par son succès inédit aux élections municipales de novembre 2022. La formation avait remporté 13 des 21 circonscriptions taïwanaises, dont la capitale Taipei ; un véritable désaveu pour le PDP au pouvoir, dans un contexte géopolitique tumultueux. A Pékin et Taipei, l'on s'interroge donc : le positionnement du KMT serait-il en train de séduire l'électorat taïwanais ?

Bien qu'à ce stade, le PDP soit en tête des sondages, aucun parti n'a encore remporté trois fois de suite l'élection présidentielle. La dégradation des perspectives économiques et la crainte d'un conflit pourraient en outre venir favoriser le KMT, qui se veut pragmatique : la formation historique de Chiang Kai-Shek limite les références à la question chinoise et fait campagne sur le développement économique du pays. En prônant le dialogue avec Pékin, le KMT se présente aussi comme le parti de la paix, pointant du doigt le risque d'affrontement en cas de réélection du PDP. Tant le PCC que le KMT jouent également la carte du développement inter-détroit et mettent en avant les nombreuses opportunités économiques qui découleraient de l'amélioration des relations entre l'île et le continent.

MAURITANIE

Colloque sur l'élection de la Mauritanie membre du Conseil économique et social de l'ONU

L'Académie diplomatique a organisé, à Nouakchott, en coopération avec le Club diplomatique de Nouakchott, un colloque sur l'importance de l'élection de la Mauritanie membre du Conseil économique et social des Nations Unies.

La Mauritanie a été élue membre du Conseil économique et social des Nations unies, le jeudi 8 juin 2023. Cette élection constitue un événement de grande importance pour la diplomatie mauritanienne qui, suivant les directives de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, s'est engagée à assurer une présence effective au niveau des instances internationales.

Ce colloque constitue une occasion d'échanger sur les possibilités qui s'offrent à la diplomatie de notre pays pour bénéficier de sa présence au niveau du Conseil économique et social et réaliser les intérêts de notre pays au cours de sa mission qui durera trois ans.

Le colloque a vu de multiples interventions d'anciens ministres, diplomates et représentants de plusieurs départements ministériels, qui ont tous convenu de la nécessité de tirer profit de cette adhésion au service du développement du pays à l'intérieur et à l'extérieur.

Les interventionnistes ont souligné l'importance d'élire la Mauritanie à ce poste en raison des gains matériels et moraux que notre pays est censé tirer de son appartenance à cette instance internationale qui couvre environ 70% des activités des Nations Unies, soulignant que notre pays a obtenu la qualité de membre du Conseil lors de deux mandats précédents (1977-1979 et 2015-2017).

Ils ont ajouté que cette élection constitue un événement important en plus des succès importants obtenus par notre pays dans tous les domaines grâce aux hautes directives de Son Excellence le Président de la République, visant à renforcer la présence effective du pays sur la scène internationale.

Les participants ont émis un certain nombre de recommandations d'intérêt pour le pays lors de la prise de fonction, telles que l'amélioration de la participation par l'efficacité, la participation, la communication avec les différents membres et la coordination du travail diplomatique.

Le forum a recommandé la nécessité de développer un programme serré pendant la période qui nous sépare de la réception de la mission, basé sur la fixation d'objectifs et la coordination avec les États membres afin de développer des programmes importants au service de tous.

ARABIE SAOUDITE

Le chômage en baisse tandis que les femmes rejoignent le marché du travail

Le taux de chômage en Arabie saoudite a baissé au cours du premier trimestre 2023, les indicateurs du marché du travail dans le royaume s'étant améliorés, notamment grâce à l'arrivée de davantage de femmes sur le marché du travail, selon les données du gouvernement.

Le taux de chômage global, qui prend en compte les citoyens saoudiens et les expatriés, a baissé à 5,1% sur la période janvier-mars, contre 6% au cours de la même période en 2022, a déclaré l'Autorité générale des statistiques (Gastat) dans son rapport trimestriel. Pour les ressortissants saoudiens, le taux s'est établi à 8,5% au premier trimestre, une baisse par rapport aux 10,1% au premier trimestre de 2022.

Le taux de chômage chez les femmes saoudiennes a fortement chuté à 16,1%, contre 20,2% il y a un an, tandis qu'il a atteint 4,6% pour les hommes, en baisse par rapport à 5,1% un an plus tôt.

L'Arabie saoudite s'efforce de diversifier son économie en dehors du pétrole grâce à un certain nombre de programmes gouvernementaux visant à stimuler l'activité économique et à créer des emplois.

L'ambitieux programme Vision 2030 prévoit de ramener le taux de chômage saoudien à 7% et d'accroître la participation des femmes à la population active.

44E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CHAMBRE TUNISO-ALLEMANDE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE:

Un partenariat exemplaire malgré les aléas

En présence du ministre de l'Économie et de la Planification, du gouverneur de la Banque centrale de Tunisie et du Chargé d'affaires à l'ambassade d'Allemagne en Tunisie, l'assemblée était placée d'emblée sous le signe d'un débat avec les sociétés membres sur « les réalités et perspectives des relations tuniso-allemandes, opportunités et risques, visions et réalisations ».

La Chambre tuniso-allemande pour le commerce et l'industrie (AHK) a tenu, récemment, sa 44e assemblée générale ordinaire électorale. A l'issue de ses travaux, Ghazi El Biche, CAO de van Laack Tunisie, a été élu président pour une période de deux ans, succédant à Ibrahim Debache (Ennaki). Le programme annoncé par le nouveau président de cet organisme ne manque pas d'ambition et laisse entrevoir des perspectives novatrices et prometteuses dans les programmes de promotion des relations économiques entre la Tunisie et l'Allemagne.

Optimisme mitigé...

En présence du ministre de l'Économie et de la Planification, du gouverneur de la Banque centrale de Tunisie et du Chargé d'Affaires à l'ambassade d'Allemagne en Tunisie, l'assemblée était placée d'emblée sous le signe d'un débat avec les sociétés membres sur « les réalités et perspectives des relations tuniso-allemandes, opportunités et risques, visions et réalisations ».

Jörn Bousselmi, directeur général de l'AHK Tunisie, a entrepris de communiquer aux congressistes les résultats de l'enquête annuelle menée début avril 2023 par l'AHK et relative à la situation et perspectives de ses entreprises membres à la lumière des aléas des nouvelles conjonctures économiques qui affectent l'économie mondiale en général et tunisienne en particulier.

Plus de 150 entreprises membres ont participé à cette enquête dont les résultats ont révélé, qu'après la morosité ayant accompagné la pandémie du Covid-19, une large majorité (+90%) affichent leur satisfaction de la situation actuelle et se montrent optimistes quant aux perspectives d'évolution.

Plus de 75% des entreprises prévoient une stabilité (39%) ou une hausse (38%) de leurs investissements.

... Inquiétudes diffuses

Toutefois, les dirigeants enquêtés n'ont pas manqué d'attirer l'attention sur les nombreuses difficultés et crises auxquelles ils se trouvent confrontés au quotidien et qui contribuent à compliquer une situation caractérisée par sa précarité.

Ainsi, sur le plan national, dans leur grande majorité, aussi bien les sociétés tunisiennes qu'allemandes ont confirmé rencontrer des difficultés avec les institutions tunisiennes, notamment avec l'administration et la douane. D'autre part, les incertitudes entourant la politique économique insaisissable et souvent nébuleuse ne sont pas de nature à apaiser les vives et légitimes inquiétudes des opérateurs économiques qui y voient un risque patent pour leur survie.

Ces derniers n'hésitent pas, par ailleurs, de pointer du doigt une inflation galopante et non maîtrisée qui ne manquera pas d'influer sur le cours déjà déprimé du dinar tunisien dont ils prévoient et redoutent une nouvelle chute.

Sur le plan international, c'est la guerre en Ukraine qui impacte négativement leurs performances à cause de la hausse du coût de l'énergie, celui des matières premières et de la perturbation qui affecte la chaîne d'approvisionnement.

La Tunisie doit faire valoir ses atouts

Cependant, l'enquête met en évidence les multiples atouts dont la Tunisie peut se prévaloir et dont elle pourrait tirer les meilleurs profits pour la relance de son économie. Plus de 70% des entreprises interrogées estiment que de multiples et importantes opportunités s'offrent à la Tunisie

et qu'elle se devra de ne pas les manquer : sa proximité géographique avec l'Europe, sa main-d'œuvre aujourd'hui hautement qualifiée et disponible, ainsi qu'une qualité de service et une production avérées et à des prix compétitifs.

Certaines procédures doivent être adaptées Malgré l'optimisme très relatif affiché par les entreprises allemandes installées en Tunisie, il est clair que les crises récurrentes rendent l'avenir incertain et accentuent la gravité des obstacles qui planent sur les entreprises allemandes présentes en Tunisie. Cependant, l'on continue à perpétuer la confiance et la foi en l'exemplarité et en la résilience du partenariat entre la Tunisie et l'Allemagne. Cette dernière réitère ses dispositions à soutenir la Tunisie et son économie et à mettre en valeur toutes les opportunités qui s'offrent à elle pour la relance et la régénérescence de son économie.

Une équipe soudée et activement impliquée

À l'issue de l'assemblée générale, les congressistes ont élu à une écrasante majorité Ghazi El Biche, directeur-général de van Laack Tunisie, entreprise textile installée à Bizerte depuis un demi-siècle. El Biche succède à Ibrahim Debache (Ennaki). Il s'est entouré, pour son mandat de deux ans, d'un aréopage de dirigeants responsables, confiants et compétents animés de la volonté affirmée d'œuvrer pour la réalisation des objectifs assignés à l'AHK, de s'investir pour la création des conditions idoines d'attraction des investisseurs allemands en Tunisie et de s'engager à exhorter les responsables à la révision des démarches administratives, du code de la douane, des réglementations des changes et de la fiscalité.

QATAR

Léger ralentissement de l'activité

Après une forte croissance en 2022 dans un contexte de hausse des prix du gaz naturel et de la Coupe du monde de football, l'économie qatarie devrait continuer à progresser en 2023, mais à un rythme plus lent, conformément aux risques de stagnation mondiale. De plus, d'importants investissements fixes liés à la Coupe du monde organisée en novembre-décembre 2022 auront été réalisés. Toutefois, les autorités économiques sont prêtes à mettre en œuvre le plan de diversification Vision 2030, qui devrait soutenir les investissements du secteur privé. La hausse du revenu par habitant continuera de soutenir la consommation privée qui représente près de 20% du PIB. Le secteur non pétrolier, comme les services et la construction, continuera d'alimenter le PIB, mais le principal contributeur restera les revenus des hydrocarbures (près de 40% du PIB). Alors que la production de pétrole devrait augmenter d'environ 0,5% en 2023, la production de gaz de-

vrait augmenter de 2% pour atteindre environ 183 milliards de m³ après une augmentation de 3% en 2022. Bien que l'émirat investisse dans une nouvelle production de GNL pour augmenter sa part de la production mondiale en sélectionnant des partenaires internationaux, l'impact positif des nouveaux investissements aura besoin d'un certain temps pour se matérialiser. Le déblocage de la demande après la pandémie de COVID-19, combiné à l'impact positif de la Coupe du monde de football de 2022, continuera d'augmenter les recettes du tourisme. En effet, selon les estimations, le nombre total d'arrivées devrait augmenter d'environ 40% en 2023, et les recettes du tourisme devraient atteindre 10% du PIB, contre environ 5% en moyenne entre 2010 et 2020. La croissance des infrastructures de transport devrait ralentir, mais l'expansion du sous-secteur de l'énergie et des services publics devrait se poursuivre en raison de la pénurie d'eau au Qatar. L'inflation restera

supérieure aux niveaux pré-pandémiques, même si elle diminuera en 2023 grâce au resserrement de la politique monétaire mis en œuvre conformément aux mesures de la Fed américaine en raison de l'ancrage de la monnaie, et au ralentissement de la consommation privée après la fin de la Coupe du monde. Toutefois, des risques de hausse subsistent en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires au niveau mondial. La baisse des prix des hydrocarbures résultant du ralentissement économique mondial devrait plomber l'excédent budgétaire du Qatar en 2023, les revenus des hydrocarbures représentant environ 60% du total. En effet, les ventes de gaz naturel du Qatar sont historiquement liées à des contrats à moyen et long terme, notamment avec des clients asiatiques. Le Qatar a exporté près de 70% de son GNL vers l'Asie en 2021, contre 67% en 2017, tandis que la part de l'Europe a diminué, passant de 23% à 21%. Cela

pourrait freiner les revenus tirés des hydrocarbures. Dans le même temps, les recettes hors hydrocarbures augmentent grâce à la hausse des revenus des entreprises, en lien avec l'envolée des flux touristiques. En revanche, le gouvernement devrait continuer à maintenir la discipline budgétaire du côté des dépenses, notamment en raison de l'achèvement des projets liés à la Coupe du monde. Ce dernier contient également des importations de biens nécessaires aux projets de construction. La baisse des prix des hydrocarbures et la croissance modérée de la production de gaz et de pétrole pèseront sur les recettes d'exportation (les hydrocarbures représentant près de 90% des exportations totales de biens). Dans le même temps, l'organisation de la Coupe d'Asie de football et de l'Exposition mondiale d'horticulture en 2023 soutiendra les entrées touristiques qui contribueront à compenser la réduction de l'excédent du commerce de marchandises.

ETHIOPIE

Demande d'adhésion au groupe des BRICS

Alors que le groupe des BRICS représente près de 42 % de la population de la planète et environ 25 % du PIB mondial, Addis-Abeba estime que son adhésion à ce bloc d'économies émergentes représente un moyen pour « mieux garantir ses intérêts nationaux ».

L'Ethiopie a officiellement déposé une demande d'adhésion au groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a annoncé le ministre éthiopien des Affaires étrangères jeudi 29 juin.

« Nous espérons que les BRICS donneront une réponse positive à la demande que nous avons formulée », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Meles Alem, lors d'une conférence de presse tenue à Addis-Abeba.

« Il est important d'adhérer à des blocs tels que le groupe des BRICS pour mieux garantir nos intérêts nationaux », a-t-il ajouté. L'Ethiopie, qui enregistre une croissance économique rapide depuis plusieurs années, est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria. Son économie occupe le 59^e rang mondial, selon le Fonds monétaire international (FMI).

Depuis sa création en tant que BRIC en 2006, le groupe n'a admis qu'un seul nouveau membre, en l'occurrence l'Afrique du Sud, en 2010.

L'ambassadeur de l'Afrique du Sud au sein du groupe BRICS, Anil Sooklal, avait annoncé en avril dernier que 13 pays, dont l'Argentine, l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'Algérie, ont officiellement déposé des demandes d'adhésion à ce bloc de pays émergents. Aujourd'hui, le groupe des BRICS représente 42 % de la population de la planète (3,2 milliards de personnes) et environ 26 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Ses membres ne disposent cependant que de 15 % des droits de vote à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international.

AFRIQUE DU SUD

BMW va investir 223 millions \$ dans la production de la version hybride rechargeable de son modèle X3

Construite il y a 50 ans, l'usine de BMW située près de la capitale sud-africaine a déjà produit quelque 1,6 million de voitures qui ont été exportées vers plus de 40 pays. Elle sera désormais adaptée à la mobilité électrique.

Le constructeur automobile allemand BMW a annoncé, dans un communiqué publié jeudi 29 juin, qu'il allait investir 223 millions de dollars dans la production de la version hybride rechargeable de son modèle X3

en Afrique du Sud. Ce modèle sera produit dans l'usine du groupe située à Rosslyn (29 km au nord-ouest de Pretoria), a-t-on précisé de même source.

« A partir de 2024, nous produirons la BMW X3 en Afrique du Sud en version hybride rechargeable et l'exporterons dans le monde entier », a déclaré Milan Nedeljkovic, membre du conseil d'administration du groupe BMW chargé de la production. « Grâce à un investissement de 4,2 mil-

liards de rands (223 millions de dollars), l'usine de Rosslyn sera adaptée à la mobilité électrique », a-t-il ajouté.

L'Afrique du Sud sera ainsi le deuxième pays où BMW fabriquera la X3 hybride après les Etats-Unis. Le groupe munichois avait construit l'usine de Rosslyn il y a 50 ans en tant que premier site industriel de BMW à l'étranger. Pendant des décennies, cette usine a été un pilier important de la production de la série 3 jusqu'en 2018, date à la-

quelle le SUV X3 à moteur thermique y est sorti. Jusqu'à présent, plus de 1,6 million de voitures ont été construites à Rosslyn et exportées dans plus de 40 pays, dont les Etats-Unis, Taïwan, le Japon, Singapour, la Nouvelle-Zélande, Hong Kong, l'Australie, et le Canada.

En Afrique du Sud, l'industrie automobile contribue à hauteur de plus de 6% du PIB et représente environ 30 % de la production manufacturière totale du pays.

EN 12 ANS

La première mine de lithium du Ghana peut rapporter 6,6 milliards de dollars

En septembre 2022, l'étude de pré-faisabilité a estimé à 4,84 milliards de dollars les revenus que pourrait générer Ewoyaa, future première mine de lithium du Ghana. Son propriétaire Atlantic Lithium a lancé dans la foulée une étude de faisabilité dont les résultats sont désormais disponibles. Au Ghana, la compagnie minière australienne a publié le 29 juin une étude de faisabilité définitive pour le projet Ewoyaa. Cet actif, destiné à devenir la première mine de lithium du Ghana, peut livrer 3,6 millions de tonnes de concentré de spodumène sur 12 ans, générant au passage 6,56 milliards de dollars de revenus sur cette période, contre 4,84 milliards de dollars dans l'étude de pré-faisabilité de septembre 2022, soit une hausse de 36 %. Pour concrétiser ce potentiel, l'étude précise néanmoins qu'Atlantic devra injecter 185 millions de dollars pour les travaux de construction, investissement qui sera récupérable au bout de 19 mois. Parmi les autres retombées financières du projet, notons l'EBITDA annuel de 316 millions de dollars et un flux de trésorerie disponible de 2,4 milliards de dollars, sur la durée de vie du projet. Ewoyaa affiche enfin une valeur actuelle nette de 1,5 milliard de dollars, avec un taux de rentabilité interne élevé, 105 %.

« L'étude de faisabilité définitive a réaffirmé les résultats économiques impressionnants et le potentiel de rentabilité du projet Ewoyaa Lithium, ce

qui renforce la confiance dans la capacité d'Ewoyaa à devenir à court terme un producteur important de concentré de spodumène », s'enthousiasme logiquement Keith Muller, PDG d'Atlantic Lithium.

Il faut souligner que le développement de la première mine de lithium du Ghana ne devrait pas être retardé par la question du financement. En 2021, le fournisseur américain de matériaux pour véhicules électriques Piedmont Lithium s'est en effet engagé à financer les travaux de construction de la mine à hauteur de 70 millions de dollars, afin d'obtenir jusqu'à 50 % d'intérêts dans le projet et le droit d'acquiescer 5 % de la production. Piedmont, qui livre notamment du lithium au géant électrique Tesla, complètera, à parts égales avec Atlantic, le reste du montant restant à mobiliser.

Quid de la transformation locale ? Selon le calendrier indicatif proposé par Atlantic Lithium dans l'étude de faisabilité, Ewoyaa devrait commencer à produire de façon précoce en avril 2025, avant l'entrée en production complète de la mine en janvier 2026. Pour atteindre cet objectif, la compagnie s'attend à obtenir le permis minier puis la ratification du Parlement ghanéen pour juillet 2024.

Notons que la question de la production locale de carbonate ou hydroxyde de lithium à partir d'Ewoyaa n'a pas été abordée dans l'étude. Ces deux pro-

duits, issus de la transformation du concentré de spodumène, sont demandés sur le marché des batteries pour véhicules électriques et leur production au niveau local augmenterait certainement les revenus que le projet peut apporter au Ghana.

Alors que le gouvernement, qui détient réglementairement une participation de 10 % dans le projet, a affirmé récemment que le pays n'exportera pas de lithium sous forme brute, aucune information n'a filtré sur un projet de transformation au-delà du concentré prévu par Atlantic. Au cours des discussions pour la convention minière et l'octroi du titre minier, la question pourrait revenir sur la table, même s'il faudra surmonter divers obstacles pour concrétiser une telle ambition.

Au-delà de la transformation locale, il existe d'autres moyens qu'explore Accra pour maximiser la valeur apportée par Ewoyaa aux citoyens. À travers le fonds souverain axé sur le secteur minier, le Minerals Income Investment Fund (MIIF), le gouvernement souhaite investir au moins 30 millions de dollars dans Atlantic Lithium et convaincre la compagnie de coter ses actions sur la bourse du Ghana, permettant ainsi aux Ghanéens de devenir également des actionnaires.

ZAMBIE

La restructuration de la dette a été actée à Paris, mais le pays doit fournir plus d'efforts

Il est demandé à la Zambie de finaliser un difficile accord avec ses créanciers privés internationaux, pour sortir de la zone de pays très risqué. Une exigence qui arrive alors que les dirigeants ont travaillé dur pour trouver un accord avec ses bailleurs de fonds bilatéraux.

L'agence de notation Fitch Ratings a indiqué qu'il demeurerait risqué pour les investisseurs internationaux de prêter de l'argent à la Zambie, en dépit des annonces officielles en vue d'une restructuration de la dette bilatérale du pays, en marge de la Conférence de Paris pour un nouveau pacte financier global. « Un traitement de la dette auprès de créanciers privés demeure indispensable pour que la Zambie puisse sortir de sa situation actuelle de défaut de paiement. Il est nécessaire que cet aménagement de la dette soit effectué à des conditions au moins aussi favorables que celles convenues avec les créanciers officiels », a expliqué l'agence de notation dans un communiqué.

Mener à bien cette mission semble quasiment impossible sans accorder d'importantes concessions. Aucun accord officiel de restructuration n'a encore été signé. Cependant, selon Fitch Ratings, les déclarations de divers responsables suggèrent que l'accord pourrait prolonger les échéances de la dette jusqu'en 2043, impliquant une extension moyenne de plus de douze ans, plutôt que d'entraîner une quelconque réduction de la dette. Par ailleurs, il est rapporté que l'accord devrait inclure une période de grâce de trois ans sur les remboursements du montant principal de près de 6,3 milliards de dollars et abaisser les taux d'intérêt à des niveaux très préférentiels (1 % jusqu'en 2037, selon Bloomberg). Les taux devraient augmenter jusqu'à un maximum de 2,5 % à partir de 2037.

Il est également probable que les remboursements du montant principal reprennent en 2026, et soient limités à environ 30 millions de dollars par an, jusqu'en 2035. Les termes de l'accord final seront très discutés.

Malgré ce qui semble être de larges concessions, la valeur présente des remboursements futurs ne représente qu'une baisse de seulement 40 % par rapport à la valeur actuelle de cette dette, alors que la Zambie visait un objectif de près de 50 %. Il faudra aussi clarifier la question de la dette envers la Chine.

La perspective d'un accord entre la Zambie et ses créanciers s'est accompagnée d'une revalorisation du kwacha, la monnaie zambienne. Les nouvelles complexités qui surgissent ne faciliteront pas la tâche et si le pays ne montre pas de progrès significatifs avec les créanciers privés internationaux, la confiance des investisseurs internationaux risque de reculer une fois de plus.

La réunion de Paris ne semble pas avoir été en mesure de résoudre le dilemme posé par la méthodologie des agences de notation. Malgré les efforts de la Zambie pour améliorer ses fondamentaux économiques, elle continue d'être sanctionnée en raison d'une dette qui continue d'être perçue comme très élevée.

Ainsi, le pays, qui a besoin de liquidités à court terme pour relancer efficacement son économie, risque de dépenser du temps et des ressources à convaincre les créanciers privés internationaux.

FRAGILISÉ PAR LE RALENTISSEMENT DE L'INFLATION AMÉRICAINE

Le dollar se replie

Le dollar reculait vendredi face à plusieurs devises majeures, handicapé par un indice de prix qui confirme la décélération de l'inflation aux États-Unis et ôte un peu de pression à la banque centrale américaine (Fed) pour relever ses taux.

Vers 20H20 GMT, le billet vert rendait 0,40% à la monnaie unique, à 1,0909 dollar pour un euro.

Plus tôt, il était monté à son point le plus haut depuis deux semaines, à 1,0835 dollar.

Mais le "greenback", l'un des surnoms du dollar, a battu en retraite après la publication de plusieurs indicateurs qui ont "mis en évidence l'irrégularité de l'économie (américaine), ce qui laisse penser que la Fed va avoir moins de marge de manœuvre (que prévu) pour relever ses taux", a raisoné Joe Manimbo, de Convera, dans une note.

L'inflation a ralenti à 3,8% sur un an en mai, contre 4,3% en avril, selon l'indice PCE, privilégié par la Fed, tandis que la consommation a calé (+0,1% sur un mois), après un mois d'avril dynamique (+0,6%).

Par ailleurs, l'indice d'activité de la région de Chicago est ressorti en deçà

des attentes en juin, enregistrant un huitième mois consécutif de contraction.

Pour Marc Chandler, de Bannockburn Global Forex, le rebond de plusieurs devises face au dollar, notamment le dollar et la livre, s'explique par l'approche de la fin du trimestre, période propice aux rééquilibres de portefeuilles.

"Je ne pense pas qu'il faille tirer de conclusions de ces mouvements", a insisté l'analyste, d'autant que le marché est déjà tourné vers le week-end férié du 4 juillet, fête nationale de l'indépendance américaine, ce qui devrait occasionner un volume d'échange faible lundi et mardi.

"Le tableau sera plus clair d'ici quelques jours", a estimé Marc Chandler, "mais pour moi, le dollar reste orienté à la hausse".

Si les opérateurs accordent une probabilité conséquente à l'hypothèse de deux hausses de taux supplémentaires de la Fed d'ici la fin de l'année, le scé-

nario reste néanmoins minoritaire.

Le marché doute donc toujours du discours des membres de la Fed qui, son président Jerome Powell en tête, disent envisager au moins deux nouveaux relèvements d'ici 2024.

"Un rapport sur l'emploi solide serait un pas dans cette direction", qui alignerait davantage les anticipations de Wall Street sur celles de la Réserve fédérale. Ce rapport est attendu vendredi prochain.

L'indicateur majeur suivant sera l'indice des prix CPI, le 12 juillet, qui sera le dernier à bénéficier d'un effet de comparaison favorable, notamment du fait de la dégrue des prix du pétrole à partir de juin 2022, selon l'analyste.

L'inflation devrait ensuite remonter ou se stabiliser durant les mois suivants, ce qui pourrait pousser les cambistes à accorder plus de crédibilité au discours offensif de la Fed, prévoit Marc Chandler, et bénéficier au dollar.

LITHIUM

La Chine et la Russie vont investir 1,4 milliard de dollars dans des mines boliviennes

Le gouvernement bolivien a annoncé la signature d'un contrat d'investissement de 1,4 milliard de dollars de deux compagnies minières chinoises et russes pour ouvrir deux mines de lithium dans le pays qui se vante d'avoir le plus gros gisement au monde. Avec cet investissement, les deux compagnies devraient extraire 25.000 tonnes de métal annuel par site.

Demain, le lithium sera un métal stratégique et la Chine et la Russie l'ont bien compris. Conscients de la rareté de ce minéral crucial essentiel dans la fabrication des batteries de véhicules électriques, les deux pays ont signé un contrat d'investissement gigantesque pour ouvrir deux mines en Bolivie. C'est ce qu'a annoncé jeudi le gouvernement du pays sud-américain, qui dispose de grandes quantités de ce métal.

L'entreprise chinoise Citic Guoan et la russe Uranium One Group, deux groupes à forte participation d'Etat, vont s'allier à la compagnie publique Yacimientos de Lito Bolivianos (YLB) pour construire deux usines de production de carbonate de lithium, a indiqué le président de la Bolivie, Luis Arce, lors d'un événement public. Des représentants des trois parties étaient présents jeudi lors de la signature du contrat.

Selon le plan révélé par le gouvernement, les deux groupes investiront 1,4 milliard de dollars (1,28 milliard d'euros) dans le pays. Uranium One Group mettra 578 millions de dollars (532 millions d'euros) sur la table pour une usine dans le désert de sel de Pastos Grandes, et Citic Guoan en investira 857 millions (789 millions d'euros) pour un projet similaire dans celui d'Uyuni. Les deux sites se trouvent dans le département de Potosi (sud-ouest). Le ministère bolivien des Hydrocarbures et de l'Energie a affirmé que « chaque complexe aura une capacité de production de 25.000 tonnes métriques par an ». Les chantiers démarreront dans les trois mois.

La Chine investit à toute vitesse dans le lithium bolivien

En janvier, le gouvernement bolivien avait signé un autre accord avec le consortium chinois CBC pour deux usines de batteries au lithium, d'une valeur d'au moins un milliard de dollars (920 millions d'euros). Le lithium est un métal indispensable à la confection de batteries pour les véhicules électriques ou hybrides, ou d'autres types de systèmes de stockage d'énergie. Il est devenu une ressource stratégique face à la nécessité de rendre le secteur automobile plus écologique, bien que le recyclage des batteries usagées pose encore question.

En 2021, sur le marché chinois, le prix de ce métal a explosé de quelque 480 %, motivant la prospection et l'exploitation de nouveaux gisements pour satisfaire la future demande. La Commission chilienne du cuivre (Cochilco), un organisme public, estime que la demande mondiale de lithium, essentiellement pour la production de batteries électriques, augmentera de 21% d'ici 2030. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) l'estime à 42% d'ici 2040. En outre, la Cochilco prévoit que « le segment des véhicules électriques passera de 41% de la consommation globale de lithium en 2020 à 73% en 2030 ».

La Bolivie assure avoir le plus gros gisement de lithium au monde

Selon le dernier rapport de l'Institut d'études géologiques des États-Unis, l'USGS, l'exploitation minière mondiale de lithium a atteint 82.000 tonnes en 2020, concentrée entre l'Australie (40.000 tonnes), le Chili (18.000 tonnes) et la Chine (14.000 tonnes). Quant aux réserves, 21 millions de tonnes ont été identifiées au niveau mondial dont 9,2 millions de tonnes au Chili, 4,7 millions de tonnes en Australie, et 1,9 million de tonnes en Argentine. La Bolivie estime, de son côté, ses réserves de lithium à 21 millions de tonnes dans le désert de sel d'Uyuni et assure qu'il s'agit du plus gros gisement au monde, raison pour laquelle les deux entreprises chinoises et russes ont décidé d'investir massivement dans le pays.

Cependant, le pays sud-américain peine à exploiter ses immenses réserves pour des raisons géographiques et topographiques, mais aussi à cause de tensions politiques et d'un manque de savoir-faire. Le ministère des Hydrocarbures et de l'Energie a dit en janvier s'attendre à exporter pour 5 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros) de lithium d'ici 2025, ce qui dépasserait les revenus générés par le gaz naturel, première source de recettes pour la Bolivie en 2022 avec 3,4 milliards de dollars (3,1 milliards d'euros).

FMI

Une aide de 3 milliards de dollars au Pakistan en pleine crise

Le Fonds monétaire international a conclu un accord, ce vendredi, avec le Pakistan pour lui octroyer une facilité de prêt de 3 milliards d'euros. Le pays d'Asie connaît en effet de graves difficultés financières. Il a demandé l'aide du FMI pour éviter un défaut de paiement de ses créanciers.

Alors que les négociations du Pakistan pour obtenir le déblocage d'une tranche d'un prêt de 6,5 milliards de dollars du Fonds monétaire international, conclu en 2019, sont dans l'impasse depuis des mois, l'organisation internationale a accepté un nouvel accord de confirmation (SBA) d'une valeur de 3 milliards de dollars.

« J'ai le plaisir d'annoncer que l'équipe du FMI est parvenue à un consensus avec les autorités pakistanaises sur un accord de confirmation de neuf mois d'un montant de 2.250 millions de dollars de tirage spéciaux (environ 3 milliards de dollars américains, soit 111 % de la quote-part du Pakistan au FMI) », a déclaré Nathan Porter, un responsable du FMI, dans un communiqué.

L'accord de confirmation - une facilité de prêt visant à apporter une aide financière sous condition à un pays qui en a fait la demande - devra être approuvé par le conseil d'administration du FMI d'ici la mi-juillet, a précisé Nathan Porter.

Le Pakistan dans une crise politique et économique

Cette aide va soulager un peu les comptes publics pakistanais en très mauvaise santé. Confrontée à une crise de sa balance des paiements et à une dette extérieure très élevée, l'économie pakistanaise a aussi souffert de plusieurs mois de chaos politique, qui ont effrayé les investisseurs potentiels. L'inflation record et le plongeon de sa monnaie, la roupie, ont contribué à amoindrir les capacités d'importation du 5e pays le plus peuplé du monde, entraînant une baisse de la production industrielle nationale. Le Pakistan a également été ravagé par des inondations record en 2022, qui ont laissé sous l'eau près d'un tiers du territoire, dévastant de vastes étendues de terres agricoles et faisant des dizaines de millions de sans-abri.

L'Argentine rembourse sa dette au FMI

Le FMI et l'Argentine, troisième économie d'Amérique latine, ont, eux, conclu début 2022 un accord sur le refinancement de la massive dette du pays, legs d'un prêt de 44 milliards de dollars contracté en 2018 par le gouvernement Macri auprès de l'institution de Washington.

« Le paiement de 2,7 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI) correspondant à l'échéance du

deuxième trimestre sera réalisé en partie à l'aide de Droits de tirage spéciaux, et en partie avec des yuans, sans utiliser les réserves de la banque centrale », a expliqué, ce vendredi, la porte-parole du gouvernement Gabriela Cerrutia.

« Le paiement au FMI nous permet de préserver les réserves de la Banque centrale », insiste la porte-parole. En valeur absolue, c'est l'Argentine qui détenait en 2021 la dette la plus importante des pays en développement ou émergents avec 114,8 milliards de dollars. L'Argentine avait aussi annoncé en avril qu'elle allait désormais régler ses importations chinoises en yuans plutôt qu'en dollars américains, à l'instar du Brésil.

Par ailleurs, début juin, Buenos Aires a finalisé une importante opération de conversion de dette intérieure en pesos, présentée comme « historique » par le gouvernement, dans un but de « soulagement » à court-moyen terme des finances publiques du pays en mal de devises. La conversion, lancée sur une base volontaire, portait sur des dettes à échéance de juin à septembre 2023 pour se déplacer sur des échéances entre août 2024 et janvier 2025. Elle a recueilli une participation de près de 78%, et repoussé des échéances pour 7.400 milliards de

pesos (28,9 milliards de dollars), selon les chiffres du ministère de l'Economie.

Peur sur la dette des pays du Sud

La situation des pays les plus pauvres et endettés préoccupe le FMI. Sa présidente Kristalina Georgieva a rappelé en janvier que l'impact de la hausse des taux sur les pays endettés sera dramatique. L'institution alerte depuis plusieurs mois sur le risque de voir une soixantaine de pays émergents et en développement basculer dans une crise de la dette souveraine.

Kristalina Georgieva a ainsi souligné la nécessité d'éviter que le resserrement des politiques monétaires des banques centrales ne vienne ajouter des tensions supplémentaires dans les relations sociales. « Nous ne sommes que le 12 janvier et avons déjà le Brésil, le Pérou, la Bolivie, la Colombie, le Royaume-Uni, tous pour des raisons différentes, mais avec des tensions sociales très nettes ». Si les conditions du marché du travail se détériorent dans ces pays, la présidente du Fonds monétaire international estime que les tensions sociales pourraient en être exacerbées.

CHINE

Syngenta obtient le feu vert de la Bourse de Shanghai pour son introduction en bourse

La demande d'introduction en bourse du groupe suisse d'agrochimie et de semences Syngenta a été examinée par le comité de cotation de la Bourse de Shanghai, a-t-on appris vendredi auprès de cette dernière.

L'introduction en bourse doit encore être approuvée par l'autorité chinoise de régulation des marchés financiers avant de pouvoir avoir lieu, mais le feu vert de la bourse marque une première étape dans ce qui a été un processus laborieux pour une introduction en bourse prévue de 65 milliards de yuans (9,14 milliards de dollars).

Syngenta a d'abord tenté de s'introduire sur le marché STAR de Shanghai, axé sur la technologie, mais a changé pour le tableau principal de la bourse le mois dernier, après que la bourse a annulé une audience à la fin du mois de mars sans en donner la raison. Syngenta a déclaré qu'elle a décidé de changer d'orientation à la suite des récentes modifications apportées aux règles d'admission à la cote en Chine afin de définir plus clairement les rôles des différents conseils d'administration.

L'introduction en bourse devrait être l'une des plus importantes au monde cette année et donner à Syngenta une valeur d'entreprise d'environ 60 milliards de dollars.

PARIS

5e séance de hausse consécutive, accroche les 7400pts

La bourse de Paris conclut la séance sur un gain de 1,19%, à 7400 points, notamment tirée par Eurofins (+2,9%), URW (+2,3%) et Essilor-Luxottica (+2,3%). L'indice parisien s'arroge un gain hebdomadaire de près de 3,5% et signe une hausse de 14,5% depuis le début de l'année. La séance - la dernière du mois, du trimestre et du semestre - est rythmée par toute une série de publications macroéconomiques, à commencer par les premiers chiffres de l'inflation dans la zone euro pour le mois de juin. Ainsi, le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 5,5% en juin 2023, en nette décélération donc après la hausse de 6,1% observée en mai, selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Dans l'Hexagone, l'inflation continue de se contracter à +4,5%, marquant

ainsi un ralentissement sensible après un taux de +5,1% observé le mois précédent. Par ailleurs, en mai 2023, toujours dans l'Hexagone, les dépenses de consommation des ménages en biens augmentent de 0,5% sur un mois en volume, après une baisse de 0,8% en avril (révisé de +0,2 point par rapport à l'estimation initiale), selon les données CVS-CJO de l'Insee. Outre-Atlantique, toujours sur le front des statistiques, le Département du Commerce a annoncé que l'indice des prix PCE hors alimentation et énergie - la mesure de l'inflation privilégiée de la Fed - avait augmenté de 4,6% en mai, contre 4,7% d'avril, le taux global recule à 3,8%, soit une division par 2 en 1 an. La hausse séquentielle n'est que de 0,1%, soit un ralentissement plus marqué que prévu : le cycle de désinflation se poursuit mais le cycle de resserrement monétaire de la Fed

n'est pas achevé du fait de chiffres très robustes dans l'immobilier et de la résilience du marché du travail. A titre d'indication, les traders tablent désormais avec une probabilité de 86,8% sur un relèvement de 25 points de base des taux de la Fed le mois prochain contre une probabilité de 89,3% avant la parution de ces chiffres. Dans ce contexte, le dollar efface ses gains récents face à l'euro en réaction à cette statistique, ramenant la monnaie unique à 1,0915\$/euro. Dans l'actualité des valeurs françaises, Sodexo affiche un chiffre d'affaires du troisième trimestre de son exercice 2023 de 6,03 milliards d'euros, en hausse de 9,1%, avec une croissance interne de 10,5% mais des effets de changes et de périmètre légèrement négatifs.

SOULAGÉE SUR L'INFLATION

Wall Street clôture en hausse

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi alors que l'inflation montre des signes de ralentissement et qu'Apple a de nouveau franchi la barre des 3.000 milliards de dollars (2.749,3 milliards d'euros) de capitalisation boursière.

L'indice Dow Jones a gagné 0,84%, ou 285,18 points, à 34.407,60 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 53,94 points, soit 1,23% à 4.450,38 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 196,59 points (+1,45%) à 13.787,923. L'indice, à forte composante technologique, a affiché sa plus forte progression en 40 ans pour un premier semestre. La capitalisation boursière d'Apple a de nouveau franchi la barre des 3.000 milliards de dollars vendredi, les investisseurs comptant sur la capacité du géant américain à accroître son chiffre d'affaires tout en explorant de nouveaux marchés comme la réalité virtuelle. Les investisseurs ont clos la semaine, le mois et le trimestre avec des données sur l'inflation américaine meilleures que prévu, rassurant les marchés sur l'efficacité de la politique monétaire de la Réserve fédérale. La baisse des

rendements des bons du Trésor en réponse au ralentissement de l'inflation a également contribué à cette amélioration, a déclaré Burns McKinney, gestionnaire de portefeuille chez NFJ Investment Group à Dallas, au Texas. Si le gestionnaire ne pense pas que la Fed puisse freiner l'inflation sans provoquer une récession, il estime que "les chances augmentent". Les analystes évaluaient vendredi à 86,8% les chances que la Fed relève ses taux de 25 points de base lors de sa réunion de juillet, selon l'outil Fedwatch de CME Group, en légère baisse par rapport au 89,3% la veille. Les remarques optimistes du président de la Fed, Jerome Powell, et les données économiques solides en début de semaine ont stimulé les paris sur la poursuite de la hausse des taux de la Fed, mais les marchés boursiers ont été réconfortés par les signes de vigueur

de l'économie américaine. L'indice de volatilité du marché CBOE, la jauge de peur de Wall Street, a glissé plus tôt à un plus bas d'une semaine à 12,96 points.

Aux valeurs

Le rallye des poids lourds que sont Amazon, Microsoft, Alphabet et Nvidia, alimenté par des bénéfices solides et l'intelligence artificielle, ont tiré le S&P 500 vers le haut. Les petites capitalisations ont également attiré l'attention, l'indice Russell 2000 enregistrant sa cinquième journée de hausse consécutive, soit sa plus longue série de gains depuis le 3 mars. Nike a reculé de 2,65% après avoir annoncé un chiffre d'affaires au premier trimestre inférieur aux attentes. A l'opposé, Carnival Corp a bondi de 9,73% après que Jefferies a relevé sa recommandation à "acheter".

UNE SEMAINE SUR LES MARCHÉS

Le recap du 26 au 30 juin

Après un démarrage dans le rouge, la cote parisienne a amorcé une remontée après l'ouverture de Wall Street. La Bourse de Paris a ainsi terminé la séance en territoire positif, mettant un terme à une série de cinq séances consécutives de baisse observée la semaine précédente. Incroyable séance pour Orpea ! Le cours s'est envolé de 40% avant de reperdre l'essentiel du terrain perdu et de finir à +6%. Mais que s'est-il passé ? Vendredi soir, Orpea publie deux rapports d'expertise du cabinet Ledouble sur la valorisation du groupe de maisons de retraite. Le cabinet estime que celle-ci, en continuité d'exploitation, serait située «entre 6 et 7 milliards d'euros». Réaction immédiate à l'ouverture de séance lundi avec un cours qui s'envole. Mais dans l'après-midi de lundi, le groupe précise alors que s'agissant de l'approche en continuité d'exploitation du groupe, la valeur d'entreprise - c'est-à-dire la valeur des activités estimée par le cabinet Ledouble entre 6 et 7 milliards d'euros - est à mettre en regard des 9,7 milliards d'euros de dettes financières du groupe. La lettre Vernimmen explique de façon claire la méprise : "On emploie fréquemment l'anglicisme «valeur de l'entreprise» comme synonyme de l'anglais Enterprise value qui désigne, attention au faux-ami, la valeur de l'actif économique, c'est-à-dire la valeur des immobilisations + la valeur du BFR ou, ce qui revient au même, la valeur des capitaux propres (la capitalisation boursière pour une entreprise cotée) + la valeur de l'endettement bancaire et financier net. Mais Enterprise value n'est PAS la valeur de l'entreprise au sens commun de ce dernier terme qui est la valeur des actions d'une entreprise ; l'écart entre les deux étant la valeur des dettes nettes ; 8,8 Md€ dans le cas d'ORPEA..." et La lettre de s'étonner : "Qu'il faille attendre 5 heures et 45 minutes pour que, le cours ayant bondi de 40% sur une mauvaise interprétation d'un premier communiqué ambigu, un second communiqué soit publié, est un peu

surprenant." **Mardi 27 juin** CAC 40 : +0,43% à 7215,58 points et 2,5 milliard d'euros échangés La bourse de Paris prend son envol lors de cette deuxième séance en dépassant la barre des 7 200 points, marquant ainsi un regain d'optimisme. Cette dynamique positive a été alimentée par les nouvelles économiques en provenance des États-Unis, qui ont déjoué les attentes de récession. Les ventes de logements neufs ont connu une hausse de 12,2% en mai, atteignant un niveau annuel de 763 000 unités, surpassant largement les prévisions du marché. De plus, la confiance des consommateurs américains s'est considérablement améliorée en juin, avec un indice de 109,7 par rapport à 102,5 en mai. Valeur en vue SES Imagotag enregistre une deuxième séance consécutive de hausse, récupérant progressivement ses pertes importantes de vendredi dernier. Le cours de l'action a clôturé en hausse de 19,48% à 96,30€. Le groupe spécialisé dans les solutions numériques pour le commerce physique a publié un rapport dans lequel il rejette catégoriquement "toutes les accusations formulées à son encontre" par l'investisseur Gotham City Research. **Mercredi 28 juin** CAC 40 : +0,98% à 7286,32 points et 2,7 milliard d'euros échangés Le CAC 40 va-t-il signer une semaine dans le vert ? 3e séance de progression grâce à des statistiques américaines de la veille plutôt bien orientées. La Bourse de New York a fini en ordre dispersé mercredi, le Dow Jones cédant du terrain mais le Nasdaq résistant grâce à Apple. La marque à la pomme a atteint un plus haut niveau historique en séance et son deuxième record de clôture d'affilée, tandis que d'autres groupes comme Tesla, Micro-

soft et Alphabet ont également figuré parmi les plus fortes hausses du S&P.

Valeur en vue

Carrefour était le roi des rayons. Le distributeur a bénéficié de l'initiation de la couverture de son titre par Morgan Stanley avec une recommandation "surpondérer" et un objectif de cours de 21 euros. L'analyste estime que le titre est son "meilleur choix dans le secteur de la distribution alimentaire européenne".

Jeudi 29 juin

CAC 40 : +0,36% à 7312,73 points et 2,6 milliard d'euros échangés Encore une séance de progression à Paris. Même optimisme outre-Atlantique, le Dow Jones étant notamment porté par les grandes banques après des "stress tests" passés avec succès. Nouvel épisode dans le feuilleton Casino. Le titre a perdu 32% et celui de sa maison mère Rallye 50% dans la journée. Toujours en proie à une intense spéculation, le distributeur a annoncé mercredi soir qu'une date limite avait été fixée au 3 juillet pour la remise d'offres d'apport en fonds propres au capital du groupe, dans le cadre du processus de restructuration de sa dette. La phrase qui a mis le feu aux poudres est la suivante : "Quel que soit le plan de restructuration final, les actionnaires de Casino seront massivement dilués et Rallye perdra le contrôle de Casino." Il prévoit de convertir en capital entre 4,6 et 5,1 milliards d'euros d'instruments de dette (non sécurisée et sécurisée) "afin d'avoir une structure de dette compatible avec la génération de trésorerie prévue par le plan d'affaires 2023-2025". Pour rappel, le milliardaire tchèque Daniel Kreinsky propose de prendre le contrôle de Casino par le biais d'une augmentation de capital de 1,1 milliard d'euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 26 Juin 2023				
Valeur : 28 Juin 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.5631	135.5781
1	EUR	EURO	147.6011	147.6446
1	GBP	POUND STERLING	172.6479	172.6670
100	JPY	JAPANESE YEN	94.7596	94.7767
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7343	18.7376
1	CHF	SWISS FRANC	151.3488	151.4332
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	103.0115	103.0542
1	DKK	DANISH KRONE	19.8345	19.8388
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6393	12.6443
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5662	12.5724
1	AED	UAE DIRHAM	36.9070	36.9131
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1357	36.1455
1	KWD	KUWAITI DINAR	440.8556	441.3350
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.5419	43.9795
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5415	13.5430
1	LYD	LIBYAN DINAR	28.1275	28.2714
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA	3.9328	3.9332
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.7665	180.7665

TYPE FOLIO

Le clavier qui transforme la reMarkable 2 en produit tech (presque) parfait

Plus de trois ans après sa sortie, la reMarkable 2 s'offre un clavier pour profiter, en plus de la prise de notes manuscrites, de l'écriture dactylographique. L'occasion pour nous de tester ce « Folio », et de revenir sur un produit qui n'a cessé de profiter de mises à jour logicielles.

Dans la tech, il y a une légion de produits jetables, « one shot », mal finis, avec des parties logicielles bâclées et rarement (voire jamais) mises à jour. Il y a aussi les produits normaux, plus ou moins solides, plus ou moins réparables. Et enfin les produits d'exception, durables, avec un long suivi matériel et logiciel. Dans cette catégorie se rangent les increvables iPad d'Apple ou encore les GoPro par exemple. Un club très fermé qui compte désormais la tablette/eReader/cahier numérique reMarkable 2. Et qui a reçu au printemps un clavier appelé Type Folio. Dans notre test initial publié en 2020, la reMarkable 2 brillait à la fois dans les rôles de carnets de notes, liseuse de livres électroniques, outil pour signer de manière manuscrite les PDF, etc. Avec l'adjonction du clavier Type Folio, cette tablette de 10 pouces

passa du format vertical à l'horizontale pour se transformer en véritable machine à écrire. Un accessoire assez coûteux, mais qui pourrait devenir incontournable pour les scribouillards à la recherche d'un outil d'écriture sans distraction.

Clavier efficace et confortable (mais qui implique des choix)

Le Type Folio est le premier nouvel accessoire électronique de la marque. Coûtant 199 euros (sans les frais de port), il est disponible en deux coloris : noir ou marron – c'est cette dernière version que nous avons testée. Précisons que les Suédois ont pensé aux Français et que c'est bien un format Azerty dont nous parlons ici. Car plusieurs dispositions linguistiques sont disponibles. Ce qui est, compte tenu du caractère assez niche du produit, une des raisons de son prix élevé : alors que des Logitech et autres vendent des claviers pour PC/tablettes par cen-

taines de milliers, voire millions d'unités, le marché de la reMarkable est infiniment plus réduit. Les ingénieurs ont cependant dû faire des choix et cela implique trois limites. Primo, pour conserver l'aspect « prestige » du clavier – reMarkable a une communication très haut de gamme – les ingénieurs n'ont pas pu intégrer de range stylet. Lequel aurait nuit au côté épuré de l'engin. Deuxio, alors que la prise de notes manuscrites se fait en manipulation verticale de l'appareil, les concepteurs du clavier ont (logiquement) profité de la largeur de l'appareil, forçant un déroulement des pages qui sont par défaut au format vertical. Tertio et ultimo, en dépit de cette position horizontale, le clavier colle aux 10 pouces (et un peu plus) de la dalle e-ink. On dispose donc de moins d'espace pour placer les mains, une limite importante pour certaines constitutions aux grandes paluches. On vous invite donc à aller taper un

texte pendant 15 minutes en magasin. Pour référentiel, l'auteur de ces lignes fait 1,75 m, a des mains assez larges et le Type Folio lui reste agréable – mais on est à la limite de la miniaturisation.

Accessoire qui ajoute à l'intérêt d'un appareil durable

Dans l'univers tech des PC ou de la téléphonie, la reMarkable 2 aurait été remplacée, 12 mois plus tard, par une version 3... Ce n'est toujours pas le cas ici, même s'il ne fait aucun doute que l'entreprise planche sur une troisième itération. De plus, le côté minimaliste originel de l'appareil – pas d'Android, pas de courriels ou réseaux sociaux, pas d'apps à ajouter, pas de jeux, etc. – en fait un outil qui répond à des besoins précis, sans course à la nouveauté (même si elles arrivent par le logiciel, lire plus loin).

DES MILLIONS DE SMARTPHONES ANDROID

Sous la menace d'un piratage

Les puces graphiques ARM Mali, incluses dans des millions de smartphones, contiennent une série de failles critiques découvertes cet été. Toutefois, à l'heure actuelle, aucun des constructeurs mobiles n'a publié de mise à jour, malgré l'existence de correctifs depuis des mois.

Des chercheurs du Project Zero de Google viennent de publier un rapport afin d'alerter sur une série de failles critiques qui affectent un grand nombre de modèles de smartphones Android. Il s'agit de six failles, découvertes en réalité par l'équipe en juin et juillet, pour lesquelles les constructeurs de smartphones n'ont toujours pas publié de mise à jour.

Les failles concernent les puces graphiques ARM Mali, qui sont incluses dans un grand nombre de processeurs mobiles. Selon le rapport, « l'un de ces problèmes a entraîné une corruption de la mémoire du noyau, un autre a conduit à la divulgation d'adresses de mémoire physique à l'espace utilisateur et les trois autres ont conduit à une condition d'utilisation d'une page physique après sa li-

bération ».

Les constructeurs n'ont toujours pas intégré les correctifs.

Les SoC Samsung Exynos sont affectés, ainsi que Google Tensor, MediaTek, et HiSilicon Kirin. Les failles affectent de nombreuses marques, dont Google, Xiaomi, Oppo et Samsung (à l'exception des Galaxy S22). À noter que les SoC Qualcomm Snapdragon utilisent les processeurs graphiques Adreno et ne sont donc pas concernés.

Les chercheurs ont signalé les failles auprès d'ARM, qui a publié des correctifs pour le pilote graphique en juillet et août. Toutefois, ce sont les constructeurs qui doivent ensuite inclure cette nouvelle version dans une mise à jour. Après plusieurs mois, aucun des appareils de test chez Project Zero n'a reçu de correctif. Cela inclut les Pixel, alors que Google est pourtant responsable du développement d'Android. À l'heure actuelle, les utilisateurs d'appareils affectés ne peuvent qu'attendre pour installer toute mise à jour dès qu'elle sera disponible.

BIENTÔT À SAN FRANCISCO

Des robots pour éliminer les criminels ?

La police de San Francisco demande à utiliser des robots tueurs dans les situations où ses agents pourraient se trouver en danger de mort. Des robots de déminage et d'exploration seraient détournés pour porter des explosifs ou tirer des balles et tuer le ou les criminels.

Dallas, aux États-Unis, début juillet 2016. Un forcené fait cinq morts et sept blessés dans les rangs de la police. Il tue également deux civils. Il est encerclé par les forces de l'ordre depuis plusieurs heures. Après de longues négociations infructueuses et, à l'issue d'une série d'échange de coups de feu, la police déploie un robot chargé d'explosifs. L'engin, un robot Northrop Grumman Andros conçu pour les équipes de démineurs et l'armée, vient déposer la charge explosive à proximité du tireur. Déclenchée à distance, elle le tue. C'est la première fois qu'un robot a été employé par la police pour éliminer un criminel. Depuis, l'utilisation d'un robot dans certaines situations est considérée comme raisonnable par les forces de l'ordre américaines pour protéger la vie des agents. C'est pourquoi du côté de San Francisco les policiers demandent actuellement au conseil de surveillance de la ville, l'autorisation de déployer des robots. Ils serviraient à neutraliser des suspects dans les cas où le risque de mort pour les civils ou les agents est considéré comme important. Le département de police de San Francisco (SFPD) a même rédigé ses propres principes d'emploi d'un robot tueur dans le cadre de sa demande annuelle de renforcement de ses équipements.

INCROYABLE

L'IA VALL-E imite votre voix en seulement 3 secondes !

Microsoft a développé VALL-E, une intelligence artificielle (IA) capable d'imiter une voix à partir d'un échantillon de trois secondes seulement. Certaines démonstrations sont très convaincantes. La firme a conscience du danger d'un tel outil placé entre les mains de personnes malveillantes. Après les « deep fake » en image ou en vidéo, va-t-on voir débarquer des « deep fake » sonores ? C'est possible puisque Microsoft a dévoilé un nouveau modèle d'intelligence artificielle (IA) de synthèse vocale appelé VALL-E. Sa particularité ? Elle peut imiter et donc simuler la voix d'une personne avec un simple échantillon audio de trois secondes. Une fois qu'elle a appris une voix spécifique, cette IA peut synthétiser le son de cette personne, tout en préservant son timbre et les émotions.

Chez Microsoft, on pense que VALL-E pourrait être utilisé pour des applications de synthèse vocale, mais aussi, et c'est évidemment plus inquiétant, pour l'édition de la parole dans un enregistrement. Il serait possible d'éditer et modifier le son à partir d'une transcription textuelle d'un discours. Imaginez une allocution d'un homme ou d'une femme politique modifiée par cette intelligence artificielle... Un texte exemple, un enregistrement de trois secondes, et l'intelligence artificielle fait le reste. © Microsoft

Le « machine learning » en action Pour la firme, VALL-E est ce qu'on appelle un « modèle de langage de codec neuronal », et il s'appuie sur une technologie de compression audio appelée EnCodec, dévoilée par Meta (Facebook) en octobre dernier. Contrairement à d'autres méthodes de synthèse vocale qui synthétisent généralement la parole en manipulant des formes d'onde, VALL-E génère des codes de codec audio à partir d'échantillons textuels et acoustiques. Il analyse essentiellement le son d'une personne, décompose ces informations en tokens (jetons) grâce à EnCodec, et il utilise le « machine learning » pour faire correspondre l'échantillon de trois secondes avec ce qu'il a appris.

Pour cela, Microsoft s'est appuyé sur la bibliothèque sonore Libri-Light. Elle contient 60 000 heures de discours en anglais de plus de 7 000 locuteurs, principalement tirés des livres audio du domaine public LibriVox. Pour que VALL-E génère un résultat pertinent, la voix dans l'échantillon de trois secondes doit correspondre étroitement à une voix dans les données d'apprentissage.

A notre chère fille adorée Mokri Yousra

Avec ta brillante réussite aux examens du BEM ton père **Mokri Skandar** ainsi que ta mère et surtout ton grand père **Yahiaoui Brahim** te souhaitent d'autres succès et te prédisent un avenir radieux. Yousra, puisse ta vie ne soit qu'une succession de réussite et Inchallah et que tu deviennes médecin comme tu l'as toujours souhaité.

Yousra



	5					7	
9			5		4		8
		8	3		7	1	
	8	2	1		9	6	5
	4	6	7		3	2	9
		4	9		1	5	
3			6		8		2
	6						3

8		5		4		6	7
	4	3					
			1				5
9		7	6				
1			7		5		3
					2	7	6
4					9		
						5	2
	3	2		8		9	1

	8	3	1	9	6	4	7
		4				2	
5				8			3
				9	4	8	
1				7			8
7				5			2
	5		7		9		1
3		6		1		9	7

	3		4			8	
4			8				1
		7		2	1		4
		6		9	4		7
1			7	5		3	
5			6	4		1	
9					3		8
		4			5		6

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											

Horizontalement

1 On peut la pendre quand c'est fini. 2 Posséderait. - Retient la mine. 3 Il travaille le fer blanc. 4 Fils d'Isaac. - Joie collective. 5 Prophète. 6 Interjection. - Passe rapidement un vêtement. 7 Trompée. - Caractère d'imprimerie. 8 Bronze. - Enduit. 9 Ornées de torsades. 10 Regimberas. - Démonstratif. 11 Personnes. - Étaient fermés de l'intérieur pour Coluche.

Verticalement

1 La troupe du Splendid y a fait ses débuts (2 mots). 2 Plantes vivaces. - Entendu. - Ancien do. 3 Vagabondai. - Rôder. 4 Docteur dans un film de Fritz Lang. - Vallée des Pyrénées. 5 Ses gousses sont utilisées en cuisine. - Secondas. 6 Européennes. 7 Démentent. 8 Poisson comestible. - Peut-être à air ou à huile. 9 Art de la controverse. 10 S'esclaffes. - Anciennement Paris. 11 Préparée (un cheval). - Possessif.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											

Horizontalement

1 On peut la pendre quand c'est fini. 2 Posséderait. - Retient la mine. 3 Il travaille le fer blanc. 4 Fils d'Isaac. - Joie collective. 5 Prophète. 6 Interjection. - Passe rapidement un vêtement. 7 Trompée. - Caractère d'imprimerie. 8 Bronze. - Enduit. 9 Ornées de torsades. 10 Regimberas. - Démonstratif. 11 Personnes. - Étaient fermés de l'intérieur pour Coluche.

Verticalement

1 La troupe du Splendid y a fait ses débuts (2 mots). 2 Plantes vivaces. - Entendu. - Ancien do. 3 Vagabondai. - Rôder. 4 Docteur dans un film de Fritz Lang. - Vallée des Pyrénées. 5 Ses gousses sont utilisées en cuisine. - Secondas. 6 Européennes. 7 Démentent. 8 Poisson comestible. - Peut-être à air ou à huile. 9 Art de la controverse. 10 S'esclaffes. - Anciennement Paris. 11 Préparée (un cheval). - Possessif.

Quand tout va bien on peut compter sur les autres, quand tout va mal on ne peut compter que sur sa famille.

Proverbe Chinois

BAOJUN YEP

Un pick-up électrique pour les nostalgiques du Samurai

Ce tout petit pick-up électrique chinois plairait sans doute à ceux qui adoraient rouler cheveux au vent en Suzuki Samurai (ou en Mercedes Classe G châssis court). Le Baojun Yep pick-up remplace les places arrière de la version fermée par une benne.



Encore relativement nombreuses au catalogue des constructeurs automobiles jusqu'au début du siècle, les versions découvrables des tous-terrains ont totalement disparu chez nous. Il reste bien le très élitiste Jeep Wrangler 4XE, disponible uniquement en châssis long à cinq portes, mais les petits modèles du genre du Suzuki Jimny cabriolet, de l'ancien Land Rover Defender découvrable ou encore du premier Toyota Rav4 n'existent plus. Et le récent Ford Bronco coûte encore plus

cher que le Jeep Wrangler à cause du malus écologique français. Le concept dévoilé par la marque chinoise Baojun pourrait peut-être faire envie à ceux qui adoraient crapahuter au volant de ces petits 4x4 abordables cheveux au vent. Version pick-up du petit tout-terrain électrique Yep présenté il y a quelques semaines, l'engin remplace les places arrière par une toute petite benne. Sa configuration est différente de celle des petits 4x4 découvrables donc (puisque ces derniers conservaient leurs places arrière), mais la vidéo ci-dessus

montre qu'il est possible d'enlever le toit pour rouler au grand air. Le Yep pick-up ne manque pas d'allure avec ses lignes carrées et séduisantes.

Un concept pour l'instant Équipé comme le Yep normal d'un petit moteur électrique, le pick-up n'existe pour l'instant qu'à l'état de concept-car virtuel. Baojun osera-t-il produire une version de série de ce petit 4x4 fort en gueule ? A condition de garder un prix raisonnable, il y aurait sans doute de quoi plaire aux clients. En Chine, et même ailleurs

POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2023

Ducati affiche des résultats de livraison record

Après une année 2022 très réussie, qui a été la meilleure année jamais réalisée par Ducati en termes de livraisons, de revenus et de rentabilité, le constructeur basé à Bologne a commencé l'année 2023 avec des résultats très positifs.

Les livraisons ont établi un nouveau record au premier trimestre 2023 avec 14 725 motos acheminées vers des clients passionnés dans le monde entier, ce qui représente une augmentation de 9 % par rapport à la même période en 2022. Claudio Domenicali, président et chef de la direction de Ducati : « Après avoir clôturé notre meilleure année en 2022, nous avons entamé 2023 avec des résultats solides qui confirment une stratégie d'entreprise qui

porte ses fruits avec un excellent résultat. Sur la base de ces chiffres positifs, nous continuons à travailler pour atteindre le meilleur résultat possible, avec l'objectif principal de satisfaire tous les Ducatistes passionnés de notre belle communauté ». Ces excellents résultats sont mis en évidence dans les principaux marchés de Ducati : L'Italie est en première position avec 2 717 motos livrées et une croissance de 7 % par rapport à la période de l'année dernière. Les États-Unis, le deuxième plus grand marché de Ducati, ont augmenté les livraisons de 21 % au premier trimestre 2023 avec 1 677 motos vendues. L'Allemagne, en troisième position, a également progressé de 21 % par rapport à la même période en 2022, avec 1 666 motos livrées.

Francesco Milicia, vice-président des ventes mondiales et de l'après-vente de Ducati : « Les livraisons réalisées au cours du premier trimestre 2023 constituent un nouveau record pour Ducati, avec une croissance sur tous les principaux marchés. Nos concessionnaires de confiance dans le monde jouent un rôle important dans l'obtention de ces résultats, et ils seront également en première ligne pour la deuxième édition de l'événement « We Ride As One » qui aura lieu le 6 mai prochain. Je tiens à les remercier pour leur engagement envers la marque ainsi que nos précieux Ducatisti ». La Multistrada V4 dans toutes ses versions reste la moto la plus réussie de la gamme Ducati avec 2 668 modèles livrés dans le monde entier sur les trois premiers

mois de 2023, suivie par la Monster avec 2 005 motos vendues. Le troisième modèle le plus apprécié est la DesertX avec 1 442 livraisons, ce qui confirme la stratégie de la marque d'élargir sa gamme de produits et d'entrer dans un nouveau segment. Ducati est présent dans plus de 90 pays avec un réseau de vente étendu qui compte plus de 800 concessionnaires et ne cesse de croître. En effet, en 2023, le constructeur de Bologne prévoit d'ouvrir 55 nouveaux concessionnaires, dont certains ont déjà été inaugurés au cours du premier trimestre de l'année. Parmi ceux-ci, le premier concessionnaire intégré Audi Ducati en Suisse a ouvert ses portes à Volketswil (Zurich) en mars.

DACIA

Leader du marché italien !

Avec 28.913 immatriculations au premier trimestre de l'année, Dacia confirme sa position de leader sur le marché des véhicules particuliers et obtient une part de marché de 9,7%.

Ce résultat souligne encore une fois la performance du modèle économique de Dacia, en l'occurrence la Sandero, qui réalise plus de 90 % de ses ventes via ce canal. La Sandero, qui a pu réaliser au premier trimestre 15 235 immatriculations, s'est classée première voiture étrangère la plus vendue sur le marché des particuliers, restant leader du segment B. Entre janvier et avril, Duster s'est classé quatrième parmi les voitures vendues aux particuliers avec 10 653 immatriculations et conserve ainsi la troisième position en tant que voiture étrangère la plus vendue aux particuliers. Avec 2 378 immatriculations sur le marché de la voiture particulière – dépassant plus de 9 000 unités depuis son lancement début 2022 -, le Jogger se confirme dans le Top 10 du segment C et premier du segment C-Multispace.

Spring, le petit SUV 100% électrique de la gamme Dacia, parfait pour la ville, se classe au septième rang sur le marché des voitures électriques avec 650 immatriculations. En outre, les modèles GPL, ont également eu leur part du gâteau, avec plus de 21 000 immatriculations et une part de marché supérieure à 40 %, par conséquent, Dacia s'affirme comme le leader sur ce segment. Le moteur bicarburant Eco-G 100 est le plus choisi par les clients, avec un mix des ventes de 70 %. Par ailleurs, DACIA a pu dépasser Tesla, Fiat et Nissan dans le Vieux Continent. Dacia a vendu 171 789 unités entre janvier et mars de l'année en cours, avec une croissance par rapport à la même période de l'année 2022 égale à 34,3 %. Grâce à ces chiffres, la part de marché détenue par l'entreprise est désormais de 4,6 % en Europe, en hausse de 0,8 %, la plus forte croissance jamais enregistrée parmi les marques du Top 30. à commencer par Tesla, mais aussi Fiat, Opel, Citroën, Nissan et Mazda.

La Cour suprême rejette les pourvois en cassation

La Cour suprême a refusé de rejurer 7 anciens ministres (Amar Ghoul, Hocine Necib, Arezki Berkari, Mohamad Loukal, Abdelhamid Temmar, Houda Feraoun...) et 3 anciens premiers ministres (Ahmed Ouyahia, Abdelmalek Sellal et Nourredine Bedoui), dans l'affaire d'attribution de marchés, en violation de la législation afférente, dans les secteurs de l'hydraulique, des travaux publics, de l'industrie, de la téléphonie... au profit des frères Kouninef.

La haute juridiction confère, ainsi, un caractère définitif aux jugements rendus, le 22 décembre 2022, par la dixième chambre criminelle de la Cour d'appel d'Alger condamnant les coaccusés jusqu'à 12 ans de prison ferme.



INCENDIE DE LA FORÊT D'AÏN EL BERD

Plus de 28 hectares partis en fumée

L'incendie qui s'est déclaré, mardi dernier à la forêt d'Aïn El Berd (Sidi Bel Abbés) a endommagé plus de 28 hectares du couvert végétal, a-t-on appris, ce samedi, auprès de la conservation de wilaya des forêts.

Dans la superficie endommagée, les flammes ont ravagé les broussailles, les maquis et les herbes sèches, ainsi que des surfaces boisées, outre la perte de têtes d'animaux sauvages. L'incendie a été finalement maîtrisé et éteint, jeudi dernier, l'empêchant d'atteindre les résidences et les pâturages voisins, après que les flammes se sont dispersées dans des foyers séparés en raison du vent, ce qui a rendu la tâche difficile, d'autant que cette forêt est caractérisée par son relief accidenté.

Un poste de Commandement opérationnel de la protection civile a été installé au milieu de la forêt, gérant et conduisant les opérations de lutte contre l'incendie à l'aide de plusieurs colonnes mobiles, notamment celle d'Aïn El Berd et des wilayas d'Aïn Temouchent, Mascara et Saïda, ainsi que deux hélicoptères pour éteindre les incendies, relevant des services de la protection civile de la wilaya de Chlef, outre la mobilisation des éléments de l'Armée nationale populaire, de la gendarmerie nationale, des agents de la conservation des forêts, de la commune d'Aïn El Berd et des membres de la société civile pour contenir les flammes.

MALI

L'Australien Leo Lithium produit le premier minerai de lithium à Goulamina

Le Mali est en bonne voie pour devenir le 1er producteur ouest-africain de lithium grâce au projet Goulamina. En attendant la production du 1er concentré de spodumène au premier semestre 2024, le propriétaire de la mine veut générer des revenus en exportant le lithium brut.

Au Mali, la mine de lithium Goulamina vient de livrer son premier minerai à expédition directe (DSO). L'annonce faite le 30 juin par le propriétaire australien Leo Lithium, constitue une étape supplémentaire vers la production du premier concentré de spodumène l'année prochaine, mais aussi une occasion de générer des revenus à partir du dernier trimestre 2023.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

9 morts et 560 blessés durant les 3 jours de l'Aïd

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 560 autres ont été blessées dans 425 accidents de la circulation survenus durant les trois jours de l'Aïd El Adha à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public samedi par les services de la Protection civile.

En outre, 3 personnes ont trouvé la mort et 207 autres ont été blessées dans 157 accidents de la circulation survenus ces dernières 24, note la même source.

Par ailleurs, la Protection civile a mobilisé ses moyens pour l'extinction de 15 incendies de forêts, de maquis et de récoltes au cours des dernières 24 heures, à travers les wilayas Saïda, Aïn Témouchent, Tiaret, Constantine, Oran, Tlemcen, Oum el Bouaghi, Sidi Bel-Abbes, Relizane, Aïn Defla, Skikda et Naâma.

AFREXIMBANK

Fitch Ratings maintient la note à « BBB » avec perspectives stables

L'agence souligne que le profil de liquidité solide de l'institution s'explique essentiellement par son accès aux marchés des capitaux et à des sources de financement diversifiées qui comprennent des lignes de crédit, des dépôts et la courte durée du portefeuille de prêts.

Fitch Ratings a annoncé, dans un communiqué publié le 20 juin dernier, le maintien de la note de défaut émetteur (Issuer Default Rating - IDR) à long terme de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) à « BBB », avec perspectives stables.

Cette note reflète une forte capitalisation, un profil de liquidité solide et un risque de crédit modéré, a-t-on précisé de même source.

L'évaluation de la capitalisation d'Afreximbank par Fitch prend en considération le ratio « fort » des fonds propres rapportés aux actifs et aux garanties (18 % à fin 2022), le ratio « modéré » des fonds propres utilisables par rapport aux actifs



pondérés (20 %) et « excellente » génération interne de capital de la banque.

D'ici 2025, les projections de l'agence tablent sur une croissance de 9 % en moyenne par an des opérations bancaires et des injections de

capitaux dans le cadre de l'augmentation de capital approuvée par le conseil d'administration d'Afreximbank en juin 2021 pour un total de 2,6 milliards de dollars de capital, dont 1,4 milliard a été déjà libéré. Fitch a également indiqué que le

profil de liquidité solide de l'institution s'explique essentiellement par son accès aux marchés des capitaux et à d'autres sources de financement diversifiées qui comprennent des lignes de crédit, des dépôts ainsi que la courte durée du portefeuille de prêts.

Le risque de crédit modéré d'Afreximbank découle, quant à lui, de la baisse du profil du risque souverain de certains pays emprunteurs et de l'exposition de la banque à des entreprises dont la qualité de crédit est jugée très faible.

L'agence de notation note, par ailleurs, que l'institution multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain évolue dans un environnement opérationnel « à haut risque », puisqu'elle finance de pays présentant un risque souverain élevé ainsi qu'un faible niveau de revenu par habitant et un risque politique élevé.

STATION DE DESSALEMENT DE CORSO

Le ministre de l'Energie inspecte le projet

Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab a inspecté, ce samedi, les travaux pour la réalisation d'une nouvelle station de dessalement d'eau de mer au niveau de la commune de Corso dans la wilaya de Boumerdès.

Selon un communiqué du ministère, M. Arkab a inspecté les travaux de cette nouvelle station d'une capacité de production de 80.000 M3 d'eau par jour : « M. Arkab a supervisé les travaux qui seront achevés dans les prochains jours. La nouvelle station sera

mise en service dès la fin des travaux. Cette nouvelle station alimentera en eau potable les localités de l'ouest et du nord de la wilaya de Boumerdès en plus des communes de l'Est d'Alger » assure le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Vulgariser le signalement pour réduire les manœuvres dangereuses

La culture du signalement des manœuvres dangereuses et de la conduite téméraire des chauffards doit être développée, car elle est à même de contribuer efficacement à l'endiguement du phénomène et la réduction des accidents de la circulation, qui font chaque jour de nombreuses victimes.

Le signalement des manœuvres dangereuses, en contactant directement les services de la Gendarmerie ou de la Sécurité nationale, en joignant des vidéos des infractions commises, est un moyen coercitif pratique pour lutter contre les comportements aberrants des chauffards à l'origine de bien des drames. A ce propos, le chef du bureau de communication du Centre d'information et de coordination routière de la Gendarmerie nationale, le commandant Samir Bouchehit, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la page d'information routière Tariki avait été lancée sur Facebook après avoir constaté

l'utilisation croissante de ce réseau social par les jeunes pour dénoncer des infractions routières, soulignant qu'elle « contribue efficacement à lutter contre ce fléau grâce aux 10.000 à 15.000 signalements reçus quotidiennement ». Et d'ajouter : « Outre les informations qu'elle affiche sur l'état des routes, la page Tariki, qui compte près de un million d'abonnés, offre un canal de communication supplémentaire pour accéder à l'information routière et la mettre au service des citoyens ». « C'est aussi un moyen qui permet d'impliquer les citoyens dans la prévention et la sécurité routière à travers le signalement des infractions dont ils sont témoins », a-t-il poursuivi. De surcroît, une équipe spécialisée est mobilisée 24h/24, 7j/7, pour « recevoir les informations et signalements contribuant à orienter les efforts des unités sur le terrain, à chaque fois qu'il est question d'infractions ou de manœuvres dangereuses, afin de prendre les mesures légales prévues dans le Code de la route », a expliqué le Commandant Bouchehit. « Chaque jour, on enregistre en moyenne 17 accidents de la route, dans lesquels 6 à 7 personnes périssent et une vingtaine d'autres sont blessées. C'est préoccupant », a-t-il alerté, jugeant nécessaire « la conjugaison des efforts pour réprimer les infractions à l'origine de ces drames ». Il a, à cet égard, rappelé dans quelle mesure les unités de la Gendarmerie nationale « veillent à la mise en œuvre de cette démarche au niveau des territoires de compétence, soit 85% du réseau routier national ».